Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

# Au pays du pain et des roses

**Mohamed-Karim Assouane**

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

© Mohamed-Karim Assouane
Au pays du pain et des roses

ISBN papier :
ISBN PDF :

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

*A Mohamed Zouaimia,*
*Abdelkader Benzighala,*
*Noureddine Zenine*
*Et ammi Bendib*

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

# Présentation

Au pays du pain et des roses est un titre que nous empruntons au poète, musicologue, journaliste et dirigeant du Parti Communiste Algérien, Bachir Hadj Ali (1920 – 1991). C'est aussi un modeste écrit auquel nous refusons de lui attribuer un texte sur l'histoire du PCA-PAGS, puisque c'est du ressort des historiens.

Du côté de plus concernés, à savoir les militants communistes algériens, tout reste à faire, même si certains demeurent dans une attitude expectative, de souvenirs personnels éparses et anecdotiques, évitant toute réflexion, analyse, prise de position, critique et autocritique.
Les écrits, publiés jusque la par ou sur des militants du PCA-PAGS évitent les grands débats sur le mouvement communiste en Algérie. Au sein de ce dernier, il faut intégrer le mouvement syndical et paysan proche de la IIIe Internationale communiste (IC), celle de Lénine et de Staline. Nous ne pouvons tomber dans le réformisme et l'opportunisme infantile de « gauche » en considérant les courants subjectivistes et nihilistes petits-bourgeois comme faisant partie de l'histoire des luttes et des sacrifices de milliers de militants (es), honnêtes et sincères pour les libertés politiques et sociales.

Trotskystes et anarchistes algériens se sont exclus d'eux-mêmes du mouvement révolutionnaire algérien et ne ferons l'objet d'aucun intérêt de notre part, puisqu'ils forment des alliés de la mécanique financière et médiatique du capitalisme mondiale.
Le MCA est composé fondamentalement de deux composantes organisationnelles, à savoir le PCA-PAGS et le Parti de la Révolution Socialiste (PRS) aux côtés des syndicats ouvriers, paysans et organisations de femmes et de la jeunesse. Ils forment le centre de notre réflexion et notre choix conscient le long de leur existence dans des contextes historiques bien différents, mais marqués par de réels sacrifices depuis 1936 à l'indépendance politique de l'Algérie.

Quatre-vingt trois ans se sont écoulés depuis la création du PCA et aucun ouvrage ne lui a été consacré jusqu'à l'heure, de la part d'auteurs Algériens. Mais au fait, s'agit-il bien du PC Algérien ou celui d'Algérie ?
Là aussi, il y a lieu de préciser les dénominations en question à la lumière des questions théoriques et organisationnelles. Entend-t-on par « Algérien » la seule composition humaine au sein d'un parti composé essentiellement d'autochtones entre Arabes et Amazighs ou celui qui assemble aussi ceux dont l'origine est Européenne, mais nés en terre algérienne ? La terre est entière.

PC d'Algérie ou Algérien se confondent dans la genèse du parti dont le modèle est sensé être léniniste, à travers sa formation sociale de classe, son programme, sa philosophie et sa politique en générale, aux vues des exigences de la lutte mondiale pour le triomphe du socialisme.

Nous nous sommes, certes, heurtés à une difficulté d'ordre méthodologique des plus complexes en terme d'écriture de l'histoire : celle du PC d'Algérie ou Algérien. Les archives du PCA-PAG n'étant pas entièrement disponibles n'a fait qu'aggraver le parcours de toute écriture objective et analytique. Les « héritiers » du PCA-PAGS **(1)** avaient évoqués en 2016, le 80e anniversaire de la création du PCA, à travers un bref communiqué de presse émanent de sa direction parisienne. Mais aucun écrit algérien, n'est venu préciser et analyser cette expérience entre 1936 et 1962 ou celle d'entre 1966 et 1991.

En 1993, date de la fondation du PADS sur la base d'une coordination de cellules communistes, puis l'annonce en 1994, de la structuration finale d'une formation politique qui s'estime une continuation de l'expérience du PCA-PAGS, sans critique ni autocritique on poursuit les mêmes erreurs et les mêmes attitudes politiques et organiques.
Nous ferons abstraction des plumes détractrices de cet héritage bien respectable, celles qui puisent dans l'anti-stalinisme primaire ou de celles qui défendent des idéologies nationalistes, chauvines et réactionnaires sur le modèle « communisme + maçonnerie = sionisme », se vantant de pilulier

les étalages de sombres librairies ou de fantomatiques sites web de la propagande fasciste.

Le long de cette modeste contribution, il n'est nullement question de répondre à aucun de ces discours confus et chargés d'invectifs, mais bien de s'éloigner de ces sphères aliénantes en se gardant de présenter des éléments de lectures dont l'assise est la pensée scientifique, marxiste-léniniste nourrie d'expériences de révolutionnaires de pays et de peuples en lutte ou luttant contre l'impérialisme colonial.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

# La science de la Révolution socialiste

Dans la science de la Révolution socialiste, la politique n'est pas une science basée sur le développement des seules forces de productions, c'est pourquoi la révolution, qui est un élément fondamental de la science politique, doit être consciente de ses propres lois et règles. Au cours de cette révolution se trouve un problème fondamental : la possibilité d'établir un Parti communiste dans un pays sans prolétariat. C'est bien la question qui se pose à certains communistes et progressistes de gauche.

Le concept de révolution ininterrompue ou permanente (non selon la conception trotskyste) que K. Marx présentait dans son discours devant la Ligue communiste, 1850, exigeait la création d'un Parti communiste dans plusieurs pays dès qu'il y avait une révolution communiste dans l'un des principaux centres du capitalisme, où le succès d'une révolution dans l'un des centres du grand capitalisme exigeait nécessairement son succès dans l'une des périphéries.

Lénine, en 1913, découvrit dans son *Impérialisme, stade suprême du capitalisme* que toute la surface de la Terre était presque divisée entre un petit nombre d'Etats impérialistes et qu'ils luttaient sans relâche afin de diviser les marchés et qu'ils allaient mener une guerre mondiale qui exterminerait l'humanité entière.

La 1er Guerre Impérialiste mondiale (1er GIM) éclate, les pays capitalistes se sont épuisés les uns contre les autres, et la révolution bolchévique, conduite par Lénine, prend le pouvoir à Moscou. C'est ainsi que la bourgeoisie russe venait de déclarer une toute autre guerre et d'une toute autre nature. La guerre civile de mars 1918 qui ne fut résolue qu'avec la victoire des bolchéviques qui déclarèrent la Révolution socialiste mondiale.

En mars 1919, Lénine a pris la parole devant la réunion constitutive de l'IC, en présence de 30 partis socialistes de diverses régions du monde et déclare que le sort des peuples du monde sera décidé par le seul prolétariat russe. Lénine ne s'est pas trompé dans aucune de ses prédictions matérialistes et scientifiques sur l'état du monde au siècle écoulé. Le monde actuel vit encore sous les répercussions de la Révolution bolchévique d'Octobre.

La révolution communiste mondiale instaura son centre mondial à Moscou et exigeait de tous les partis communistes de part le monde, quelque soit le degré de développement, qu'ils aient en leur sein des prolétaires ou non, de s'orienter sur la voie de la révolution telle qu'elle s'élaborer et s'édifier à Moscou.

En finalité, les partis communistes se constituèrent en tant que « brigades » sous la direction d'un « état-major » unis afin d'accomplir les tâches de la révolution communiste renversant par là, le système capitaliste mondial. Mais les choses allaient être totalement bouleversées à partir de la Seconde moitié du XXe siècle et radicalement différente de ce qu'elles étaient durant la première moitié du même siècle. L' « état-major » du prolétariat mondial de Moscou a totalement trahi la cause de la classe ouvrière, non seulement en assassinant Staline avec du poison et des mains des membres du Bureau Politique du PCUS, mais aussi allant jusqu'à l'annulation des élections du nouveau BP issue du XIX e Congrès du PCUS, tout en annulant aussi, le Plan de développement économique par une seule décision du directoire du Parti de l'époque.

Nous sommes en septembre 1953 et l'URSS est aux portes de la militarisation de l'économie socialiste. Le clan militaire ayant pris le pouvoir de force, ordonne à son agent Khrouchtchev d'insulter Staline. On lui remet un document émanent du Ministère des affaires intérieurs de l'Union Soviétique, qui stipule que,

> « *Durant le pouvoir de Staline, 3777380 personnes ont été inculpés pour des affaires politiques.* »

Staline mal mené, souiller et humilier pour la simple raison qu'il fut un des héros du travail socialiste et une icône de la lutte pour le communisme. En juin 1957, les militaires font un coup d'état au sein de l'institution du PCUS, en excluant du BP 07 membres sur les 09, et en 1961, c'est au principe de la dictature du prolétariat de disparaître à jamais de l'identité politique de l'Etat soviétique et remplacer par un éphémère « *Etat du peuple dans son ensemble* », éliminant de fait la question de luttes de classe dans la construction du socialisme.

Après le XXIIe Congrès du PCUS (1961), le parti soviétique a cessé d'être l'état-major de la révolution socialiste et les partis communistes ont cessés d'être ces brigades de l'avant-garde prolétarienne. Ils cesseront de réaliser un quelconque progrès dans la poursuite de l'objectif communiste.

Un noyé a-t-il réellement peur d'être mouillé ? Les partis « communistes » du XXe Congrès du PCUS se sont bien mouillés dans la marre de la trahison jusqu'à l'effondrement de l'URSS et de ses « satellites socialistes ». Ils se sont métamorphosés, pour la plus part, en partis bourgeois dotés de faux fanions et de porte-drapeaux d'une illusoire démocratie et d'une utopique justice sociale.

Conservant par opportunisme, le titre de « communiste », les nouveaux partis du réformisme et du révisionnisme ont pleinement conscience que ni la justice sociale, ni la démocratie ne seront atteintes dans la réalité des sociétés arriérées socialement, culturellement et économiquement. Beaucoup se demandaient alors : Puisque tant d'anciens partis « communistes » ne sont plus liés à cette révolution politique de la classe ouvrière, pourquoi ne pas créer de véritables partis communistes ?

Dans la science politique, un parti communiste, conduit par la classe ouvrière vise en premier lieu de mener la révolution communiste et de s'emparer du pouvoir. Existe-t-il, dans le monde actuel, une situation qui remplisse les conditions d'un triomphe de la révolution communiste ? Les conditions d'une révolution prolétarienne, telles qu'elles ont été définies par Marx, peuvent réussir dans l'un des centres du système capitaliste avancé et qu'elles se poursuivraient d'une façon permanente jusqu'à la victoire finale de part le monde, semblent être éloignés des réalités actuelles. La victoire de la Révolution bolchévique avait démontré que le prolétariat russe était bien avancé, par rapport à ceux d'Angleterre ou d'Allemagne, afin d'établir l'Etat des soviets. Moscou fut réellement le centre de la révolution communiste dans le monde, une révolution bolchévique qui a édifié un parti prolétarien à un moment où il n'existait, de semblable, nulle part ailleurs. C'est ce qui correspond aux conditions d'une révolution communiste, selon les analyses de Marx.

Mais dès les années 1950, une bourgeoisie soviétique s'est mise en place, formée d'une classe non épuré par les diverses instances du PCUS et qui glisse dans le but de porter un coup dure au prolétariat de l'URSS, que Lénine considérait comme le prolétariat le plus puissant au monde. Tout comme il y a lieu de souligner, que l'invasion barbare du nazisme hitlérien était un facteur peu considérer dans cette accession de la nouvelle bourgeoisie russe. L'URSS était occupée à combattre seul les hordes nazies et les fascistes nippons, ce qui a encouragé la détérioration de l'échelle de classe au sein de la société socialiste. Avec l'assassinat de Staline, le disfonctionnement de classe n'a fait qu'empirer les situations politiques et économiques qui vont suivre. A la lumière des documents, aujourd'hui disponibles, il y a lieu de dire qu'il était tout à fait prévisible, que ce « état-major » des brigades prolétariennes partisanes de part le monde, se rendaient à l'ennemi, ce qui signifier que les partis « communistes », dans leur ensemble, allaient faire de même : une reddition devant l'ennemi de

classe. Une tentative se produisit, faisant de Pékin, un nouvel état-major de la révolution prolétarienne, mais vite décimé vers 1974 avec le rapprochement sino-américain.

La reddition du PCUS devant ses ennemis, n'a pas uniquement mis fin à la révolution prolétarienne, mais elle a porté un coup dur au projet de la révolution socialiste à l'échelle mondiale.

## Le socialisme soviétique

Le *Manifeste communiste* en 1847 fut le premier écrit communiste dans l'histoire où Karl Marx et Friedrich Engels ont appelé clairement les ouvriers du monde afin qu'ils s'organisent dans des partis afin de conduire la révolution socialiste. Ce n'est pas un appel dans le vide ou une quelconque manifestation d'un désir venant de deux individus.

Qu'est-ce qui a poussé les deux penseurs à lancer un tel appel historique afin de former un Parti communiste de la classe ouvrière ? Une question qui revenait à chaque fois qu'ils se rencontraient, lui et Engels, dans le but de former une organisation communiste exprimant les aspirations des ouvriers du XIXe siècle.

En 1844, Marx compléta toute son analyse du système capitaliste saisit avec une perspective que les formes de production dans le système capitaliste grandissaient rapidement et que les relations de productions de ce système ne seraient pas tolérées per toutes les puissances capitalistes en nette croissance. Chose qui oblige le prolétariat à s'organiser en un parti communiste qui défend ses intérêts et en tire ses forces. C'est bien le seul motif pour lequel le prolétariat devrait établir son parti communiste de classe, un motif que les communistes ne doivent ignorer chaque fois qu'ils forment un parti communiste. C'est la première leçon que les communistes apprennent de K. Marx. La seconde leçon que tout communiste doit retenir en faisant attention, est la dissolution de la Ier Internationale

en 1873 et l'incapacité de la part des forces révolutionnaires à former une autre internationale pour les dix années qui suivent, en aboutissant à conclure vers la fin tragique de la Commune de Paris (1871), que le prolétariat ne possédait pas encore le niveau révolutionnaire nécessaire pour mener une révolution.

En 1889, F. Engels avait répété l'expérience auprès de nombreux pays capitalistes d'Europe occidentales, à travers des partis démocrates socialistes dotés d'un poids de classe et qui ont adoptés le marxisme comme pensée politique. C'est cette influence de pensée, qui a donné naissance à la formation d'un Parti ouvrier social-démocrate en Russie, et dans le futur un Parti communiste qui émergera au sein même de la IIe Internationale.

Les partis restaient au sein de cette IIe Internationale ne pourraient qu'être qualifié que de partis bourgeois et coloniaux. Lénine, en 1919, annonçait la formation de la IIIe Internationale et appelait à la formation de partis communistes de part le monde afin de participer à l'achèvement du programme léniniste de la révolution socialiste mondiale. Ces partis que nous avons connus tout le long du siècle passé. Après l'effondrement du projet léniniste par la bourgeoisie russe, nous vivons leur décomposition les uns après les autres.

Ce que Lénine a ajouté dans cet appel de 1919, en plus de celui de Marx en 1864 et celui d'Engels de 1889, était la création de partis communistes dans les pays colonisés et dépendants qui n'étaient pas encore soumis au système capitaliste. La tâche de ces partis était de soutenir la bourgeoisie nationale durant sa révolution de libération nationale.

Pour Lénine, renverser le système capitaliste mondial est la tâche du prolétariat et de son avant-garde. La question qui s'impose en Algérie, par exemple, est-ce que les communistes dans ce pays, avaient répondu à cet

appel en créant leur parti, 17 après le texte de Lénine ? La réponse est toujours d'actualité.

La montée du communisme est réellement le compagnon de l'ombre de la croissance des forces productives du monde capitaliste, comme ceux du monde socialiste. Mais après que ce dernier ait perdu son mouvement communiste, il devient impératif de l'interroger sur l'état des forces productives dans le camp capitaliste d'aujourd'hui. Les forces de production actuelle du camp capitaliste se détériorent constamment et nous ne sommes pas là pour en examiner les raisons. Notons, à titre d'exemple, que la dette extérieure des Etats capitalistes classiques s'élève à environ 60000 milliards de dollars (chiffres de 2013) et c'est un indice clair que les forces productives du monde capitaliste se détériorent rapidement. Gardant à l'esprit que la dette intérieure, elle, est généralement égale au double de la dette extérieure, elle est donc, à 120000 milliards de dollars.

Où sont donc les forces productives capitalistes qui ne parviennent pas à fournir les 180000 milliards de dollars à leurs nations capitalistes ? Les forces de productions ne fonctionnent plus dans les anciens Etats capitalistes, qui ne sont plus comme telle.

Staline et la direction du PCUS, lors du XIX e Congrès (1952) avaient parlé de la fin imminente du régime colonial, à un moment où certains partis « communistes » arabes, parlent d'un capitalisme impérialiste couvert d'une toile « américano-sioniste ». Mais quel rapport y a t il entre le communisme et se prétendu projet à l'heure de la lutte anticoloniale ?

Les chiffres astronomiques des dettes de ces anciens Etats capitalistes ne forment pas à elles seules le signe du déclin des forces de production capitaliste, mais un signe aussi de retrait des forces qui se disent communistes et qui se déclinent face à elles. Le déclin des forces dites communistes dans le monde n'est pas entièrement dû à l'effondrement de l'URSS

et de son camp socialiste, en raison d'une prétendue erreur au niveau théorique ou à l'application du marxisme, mais bien dans ce déclin des forces de production des pays capitalistes.

Nous pensons que le déclin des forces du communisme est tout à fait évident dans ce coup de main que donnent des partis « communistes », existant aujourd'hui, aux partis bourgeois et dont la stratégie est seulement déterminée par la démocratie bourgeoise, à travers le pluralisme politique et le transfert dit, pacifique du pouvoir, ce qui signifie que ces partis « communistes » acceptent l'existence de cette société de classe et son système d'exploitation de la classe prolétaire, qui n'a pas disparue pour autant.

Si ces partis « communistes » renoncent à la théorie communiste, au nom du communisme, c'est comme si Khrouchtchev avait trahi la théorie communiste au nom du communisme, conduisant le monde dans sa totalité, à une chute sans préavis au préalable. Mais, ces mêmes partis « communistes » se sont tus envers la trahison et la déviation de Khrouchtchev.

N'est-il pas plus juste que la formation d'une organisation communiste soit au service d'un mouvement communiste ? La question à laquelle, les communistes doivent y répondre, est certainement la suivante : Les communistes ont-ils des raisons en des moyens d'arrêter la détérioration des forces productives et donc, de les revitaliser ? Si la réponse est non, elle ne peut-être que par négation du rôle des communistes en direction d'une quelconque action qui permettrait de redonner une nouvelle vigueur à ce système capitaliste de classe.

Pourquoi, alors, un nouveau parti communiste, exemple du Nouveau parti communiste de Grande Bretagne (NCP-UK), devrait-il être formé sans une politique communiste claire et concrète et adopter en même

temps, une stratégie bourgeoise, que certains partis « communistes » arabes, de leur côté, prennent pour modèle, tout en nuisant encore davantage à l'action communiste ?

Les partis « communistes » du Monde arabe (Maghreb y compris) sont restés des partis nationaux et n'ont pas mené une lutte de classe de manière définitive, le marxisme est bien resté sur des étagères, leurs cadres et leurs dirigeants demeuraient faibles par rapport à la conscience marxiste.

Le départ de J. Staline est difficile à distinguer de la trahison. Le projet léniniste visant à réaliser la Révolution socialiste mondiale envisagée par Marx et Engels a débuté il y a sept ans, en novembre 1917 et il a annoncé la fin du programme socialiste en décembre 1991, soit seulement 74 ans d'existence, sans que cette annonce faite par Lénine n'achève le projet révolutionnaire. Les 37 premières années, forment la première moitié de cette expérience socialiste dirigée par Lénine et Staline. La seconde moitié, a été dirigée par ceux qui étaient des étrangers à la révolution bolchévique, tels que Khrouchtchev, Brejnev, Andropov, Eltsine et Gorbatchev. L'un d'eux, un chef des services des renseignements de l'Union Soviétique, rappel l'ascension d'un autre « policier », Lavrenty Béria, qui avait empoisonné la boisson de J. Staline lors du diner du 28/2/1953.

Ce qui attire notre attention, c'est que tous ceux qui se sont attachés à la critique du socialisme soviétique ont cherché que dans la première moitié (1917-1953), les raisons de l'effondrement du projet soviétique du socialisme et n'ont jamais essayé de comprendre les causes de cet effondrement dans le cours de la seconde moitié (1954-1991).

Les critiques ont été stigmatisés par l'idée d'une trahison des idées du socialisme, alors que les faits réels de l'histoire montrent que le projet léniniste de cette première moitié, était un succès pour ce prolétariat en

train de détruire les forces bourgeoises et réactionnaires, le long d'une guerre civile qui dura de mars 1918 à mars 1919 et dont les résultats ont impressionnés Lénine en personne. C'est ce même prolétariat qui avait réussi à vaincre 19 armées de l'Occident capitaliste mors de leurs interventionnisme, entre 1919 et 1921, bien que cette classe révolutionnaire montante, n'avait ni plans ni armée au sens classique du terme. Question qui a été fortement souligné par J. Staline lors de son discours du 7/11/1941 sur la Place Rouge à Moscou.

## Autour d'une expérience et absence de bilans

Toute transformation de la société humaine se développe à travers des périodes dont l'évolution est graduelle avec des périodes de ruptures de nature traumatique.

Durant ces périodes d'évolution graduelle, de milliers de transformations moléculaires laissent à l'observateur une impression globale de stagnation et de continuité. Le même observateur ne rend compte de la transformation, qui a eu lieu, que s'il compare l'état de la société relevé à deux moments séparés dans le temps.

Les milles petites transformations préparent les conditions qui rendent les ruptures traumatiques possibles et même nécessaires. Nous remarquons ce large mouvement et ses milliers de transformations bien diffuses que par une analyse matérialiste dialectique, qui nous permet de saisir que les conditions d'une future rupture sont en train de se créer.

Les périodes de ruptures traumatiques sont les explosions du matériel qui s'est accumulé dans une période d'évolution, donc en mouvement, elles sont la « conclusion » de cette période et la « solution » des contradictions qui se sont développées durant cette période. Celles-ci, déterminant un nouveau point de départ d'une nouvelle étape de lente évolution durant laquelle des acquisitions de la période de transformation traumatique sont généralisées et concrétisées.

L'observateur superficiel est totalement frappé par la rupture qui a eu lieu, mais ce n'est qu'en effectuant une analyse de la situation avec une conception dialectique de la réalité, qu'il peut comprendre le sens de cette rupture et des développements auxquels elle a ouvert la voie et la nature de la nouvelle période d'évolution graduelle à laquelle elle donnera lieu.

Cette présentation sommaire de la nécessité, pour un observateur se veut objectif et précis, de faire appel à la démarche dialectique dont la compréhension de l'évolution des éléments matériels qui emplissent notre quotidien et l'univers tout entier. Il est donc nécessaire de saisir les événements sociaux et politiques qui comblent notre existence.

En Algérie, l'effondrement du Parti de l'Avant-Garde Socialiste (PAGS) fut une réelle fission à l'intérieur d'une matière politique qui implosa d'une façon à former des corps nucléiques et dispersés de part et d'autre dans la nature. Sadek Hadjerès, son ex-Premier secrétaire et les quelques nostalgiques, dénommaient cet état de fait, de « coup d'état de minoritaires ». Les faits historiques, les prises de positions, les actions et les textes produits par cette formation politique indiquent autres réalités à ne pas occultées face à l'histoire.

Afin de rendre plus visible les choses, une lecture de cette expérience « communiste » s'impose et nous avons opté, afin de faciliter la compréhension de la nature de cette formation, un sigle commun au PCA de 1936 et du PAGS de 1966 : PCA-PAGS. Même si ce sigle est à l'origine « une propriété » du Parti de la Révolution Socialiste (PRS) de Mohamed Boudiaf, entre 1963 et 1979. A travers le sigle, nous sommes dans la continuité historique, politique et idéologique, d'un parcours qui mérite lecture et attention.

Le PCA-PAGS est le seul porte-drapeau des communistes en Algérie, il se considérait l'héritier de la « tradition marxiste-léniniste » et garant du patrimoine militant de 1936 à nos jours. Loin de toute surenchère langagière, nous estimons que si les sigles se succèdent, ils ne se ressemblent pas dans leurs contenus politiques et idéologiques. Les petits esprits de l'idéologie bourgeoise et les « communistes » en Algérie, ceux qui ont été formés à l'école du social-chauvinisme de Maurice Thorez et dans celle des éditions moscovites d'après 1961, poursuivaient à soutenir que « les idées produisent la matière à pensée » et que « les individus font l'Histoire ». Ce fut une entrée fracassante dans le mur de l'idéalisme et du subjectivisme de l'histoire de l'humanité. Le bilan dont il est question, plus haut, ce n'est nullement à nous de le poser, ne de le proposer. C'est aux militants du PCA-PAGS de le déposer et d'apporter les réponses les plus claires devant l'histoire sociale et politique du pays. Il est beaucoup

plus question pour nous de cerner le débat autour du caractère politique de classe du système déviationniste moderne, issus du soviétisme d'après 1955. Entre l'assassinat de Staline et le khroutchévisme, le « bonapartisme » de Boulganine est passé sous silence, pourtant c'est à cette période que la lutte armée a été déclenchée en Algérie.

Les pays « socialistes » à cette époque ont instaurés des modèles politiques qui se résument en les points suivants :

1 – la tentative de reproduire le plus possible les procédures, les formalités, les institutions et les instituts des pays bourgeois, comme des parvenus qui aspirent à entrer dans la « bonne société » ;

2 – La sclérose et la modification des organisations de masses, l'abondant des mobilisations de masse comme méthode de gouvernement du pays, et la répression des mobilisations lorsqu'elles se produisent malgré tout.

Le régime politique instauré par les déviationnistes modernes d'Europe de l'est se révélait être de plus en plus une parodie maladroite et primitive de l'autoritarisme des sociétés impérialistes. Un régime qui ne sait pas jouer sur la vaste gamme des instruments de domination que l'expérience de la bourgeoisie impérialiste avait mis au point est un régime aux échafaudages rigides qui ne peut que s'effondrer face à la crise économique.

Les déviationnistes modernes, par rapport à leurs aïeules du XIXe siècle européen, ne parvenaient jamais à achever la restauration de la propriété individuelle des forces productives. De ce fait, les institutions de la démocratie bourgeoise ranimées par eux n'offraient pas (et ne pouvaient offrir) les faiblesses mais pas non plus la force des régimes bourgeois. Les contradictions qui agitaient la société restaient étrangères à ces institutions et les rendaient vides et pataudes, plus encore qu'elles ne pouvaient l'être dans le plus autoritaire des régimes des pays impérialistes. La vie de la société, qui restait bien plus riche de contradictions et d'effervescences,

se déroulait d'elle-même. La facilité avec laquelle ces mêmes institutions se sont effondrées comme des châteaux de sables a confirmé leur faiblesse intrinsèque et infinie.

Les organisations de masse furent en partie supprimées, dans une plus grande mesure réduites à n'être plus que des officines étatiques, des appendices de l'administration bureaucratique et transformée, en partie, en des instruments de contrôle policier et répressif.

Les mouvements de masse et la mobilisation directe ces masses ont été prudemment anticipés ou réprimés et avec rigueur. Même les initiatives de réforme entreprises ici et là par les déviationnistes, ont été gérées d'en haut par eux, ont été imposées aux masses à la manière du XVIIIe siècle français, et donc rejetées et accueillies avec mépris par les gens, y compris lorsque les mesures voulaient être populaires et démagogiques. La séparation entre dirigeants politiques et groupes sociaux arriva peu à peu à des niveaux incompatibles avec la nécessaire vie de la société.

Ceux qui présentent l'affrontement actuelle dans les pays de l'Est (notamment dans l'ex-URSS) comme une lutte pour ou contre la démocratie bourgeoise (ou pour ou contre la vraie démocratie), ceux qui réduisent dans cet affrontement à son expression politique, occultent l'affrontement décisif dans le champ structurel, travestissent le contenu de l'affrontement politique et se privent des instruments nécessaires pour y développer un rôle d'avant-garde ou même simplement un rôle actif.

Tous ses développements ont eu lieu dans une totale ignorance de la part des militants du PCA-PAGS, une ignorance alimentée par des décennies de domination d'une direction oligarchique, à sa tête Sadek Hadjerès et Larbi Bouhali, qui étouffaient toute expression et stimulaient les clichés idéologiques à la place d'une formation à la base combien nécessaire, pour des centaines de militants et militantes.

La question relève beaucoup plus de l'idéologique qui se manifestait comme une ligne de conduite que d'une arme de lutte politique et économique, à travers ce concept bien fétichiste de « soutien critique » jusqu'à la liquidation du parti et le reniement de son patrimoine.

**Du Parti communiste d'Algérie à l'Algérien**

L'ancien membre du Bureau politique du PCA entre 1955 et 1965, et l'ex-Premier secrétaire du PAGS, de 1966 à 1990, venait de publier en 2006 deux documents-témoignages sur le PCA et son rôle durant la guerre de libération nationale. Vingt pages qui disent un peu plus qui sur cette héritage idéologique et politique qu'avait laissé derrière lui le révisionnisme et le réformisme du « communisme » en Algérie.

Le premier document est un ensemble d'articles de presse, parus sur le journal de langue française, *Le Quotidien d'Oran* les 19, 20 et 21/10/2006. Hadjerès commémore la création du PCA qu'il considère comme une organisation politique « *formellement autonome* », une trame structurelle au sein de laquelle se joindraient le social et le national « *avec des résultats inégaux selon les périodes* ». Le Congrès constitutif du parti en question, a eu lieu les 16, 17 et 18 octobre 1936 à Alger et Hadjerès le considère comme

étant le prolongement « *des actions de masse dans toute l'Algérie* » qui, selon lui, restent encore méconnues quand on s'en tient à sommet du parti.

Hadjerès rappelle que le parti est né au moment où

> « *Les usines d'Alger comme les tabacs Bastos de Bab El-Oued, où les femmes ouvrières dont la moitié étaient des musulmanes, ont occupés l'usine assiégés pendant plus d'un mois avant leur victoire* »,

Et que c'était les manifestations de rues dont les manifestants ont ripostés avec ce qu'ils trouvaient sous la main, qui ont affolés les colons et leurs milices policières, qui formaient le contexte social et économiques dans lequel le PCA a été créé. C'est dans ce contexte que Sadek Hadjerès « *comprend le mieux l'émergence du PCA et sa réalité sur le terrain* ». Une réalité qui se confirme, selon lui, par « *les résultats des élections municipales d'Alger l'année suivante (27 juin 1937)* ».

L'ancien premier secrétaire du PAGS et ancien militant du PPA, avait rejoint tardivement le PCA, et donc pour lui il y a eu des « *insuffisances* » et que les responsabilités sont partagés, elles constituent même des « *sources d'enseignements dont nombreux restent valables dans les conditions particulières d'aujourd'hui* ». Comme à l'accoutumé, Hadjerès choisi ses mots afin d'éviter le débat et la polémique qu'il a de tout temps évité. Le texte survient à une période où il ne reste plus rien de l'ancien PCA ou de son continuateur, le PAGS, après 54 ans d'existence cette formation politique ne faisait que s'éloigner davantage d'être en premier lieu une organisation léniniste et que son objectif est la révolution socialiste.

Plus d'un demi-siècle se sont écoulés depuis sa création à partir de la Région communiste du PCF, et aucun cadre ou militant « communiste » algérien n'est venus apporter les clarifications et critiques nécessaires à ce

parcours. Au-delà des écrits individualistes et subjectivistes, Hadjerès perpétue la traditionnelle attitude des « communistes algériens » de la fuite en avant qui évite toute analyse scientifique sur les déviations et manquements à la formation politique et philosophique au sein de ce parti.

Il est bien connu que Hadjerès et bien d'autres militants nationalistes, appartiennent à ces « ppaistes » qui ont intégrés le PCA après le génocide de mai 1945, marqué par une jeunesse algérienne en pleine effervescence anticolonialiste rejetant totalement l'ordre social et culturel de l'époque. La victoire des Alliées capitalistes, n'a pas profondément déterminée le sens d'une libération du colonisé, bien au contraire, elle avait affirmé que l'Alliée occidental n'est que l'oppresseur des nations colonisés et qu'il compte laisser les choses telles quelles.

La victoire de l'Armée rouge du socialisme et son occupation du Berlin nazi, confortait les jeunes esprits dans leur quête politique. Le nationalisme algérien misait dans sa propagande de masse, sur une solution victorieuse des nazis comme contradiction à l'Empire colonial français. Une étroitesse de vues idéologique, qui entraina l'adhésion de certains militants du PPA-MTLD au « communisme algérien », ce fut le cas d'Abdelhamid Benzine, Hadjerès et bien d'autres encore. Le contraire a eu lieu, aussi nous verrons d'anciens dirigeants du PCA passés au nationalisme, tels Amar Ouzegane et Ben Ali Boukort.

Evoquer l'histoire du PCA attirera de nombreuses critiques de la part de ceux qui s'opposent politiquement et surtout idéologiquement au communisme. Alors que le mouvement communiste et ouvrier algérien a besoin de critiques et d'analyses scientifiques sur son parcours et celui de ses militants et militantes.

Les cadres de ce part, notamment ceux qui sont restés vivant après 1962, n'ont fait aucune critique ou autocritique sur la base de la science marxiste-léniniste, alors que c'était de leur devoir de le faire en premier, face à l'innombrables lectures nationalistes, islamistes et libérales visant à détériorer la vision communiste en Algérie. Mais les cadres dirigeants de ce parti maintenaient un silence complice sur les erreurs et les déviations politiques de leur parti.

En 1993, un des cadres de l'actuel PADS, disait au sujet du choix de la dénomination de ce dernier continuateur du PCA-PAGS, « *autant le dénommer PADS, cela sonnera chez les masses populaires avec PAGS, auquel ils se sont habitués à entendre parlés* ». Cet économiste de formation semblait privilégier la question auditive aux questions fondamentalement idéologiques !

Il y a lieu de relever que les militants et militantes qui se sont sacrifiés pour un idéal, le croyant socialiste et communiste, sont devenus victimes d'un leurre et d'une grossière tromperie. Le PCA-PAGS n'a jamais été un parti prolétarien visant à accomplir le programme léniniste de la Révolution socialiste. Nous avons relevé plus haut, que les textes d'un des dirigeants de ce parti sont entièrement dénudés de toute référence au marxisme-léninisme, donnant l'impression que les cadres de cette organisation sont jamais été communistes ou n'ont jamais pris le temps de lire un « manuel » de la formation politique et philosophique de la sorte.

La question de la formation politique et idéologique a toujours été un « trou noir » dans les débats entre ou avec les militants et cadres de ce parti. La même question mérite d'être élargie à l'ensemble du patrimoine de l'instruction organique de 1936 à 1990.

En 2018, Sadek Hadjerès donnait une interview filmée à Gilles Manceron, réalisé par Mahdi Lallaoui, sur le PCA et la guerre de libération, en

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

centrant ses propos sur le rôle du militant-martyr Maurice Audin. C'est ainsi que nous apprenons que la décision de s'aligner sur la stratégie des nationalistes du FLN, a été prise par le PCA après son « autonomisation » lors de réunions des Comités régionaux du parti et que l'événement de Dien Bien Phu avait pesé lourdement dans les discussions internes du parti.

Hadjerès évoque le militant communiste d'Oran, Paul Bouaziz, qui fut « *un esprit indépendant dans ses contacts avec les futurs militants du FLN-ALN* ». Sans préciser de quelle indépendance il s'agirait, nous saisissons et à demi-mot, que des militants du PCA ont pris la décision d'entrer en contact avec les nationalistes afin de regagner la lutte armée qui se préparait. C'est ainsi que trois mois avant le 1er novembre, le secrétariat du PCA décide de la création des Combattants de la Liberté (CDL), comme branche armée du PCA. L'affirmation est de Hadjerès, sans aller plus loin vers la crainte du parti de voir ces militants déserté les rangs et mener une guérilla indépendante. Selon le dirigeant « communiste », une directive du Bureau politique du PCA, en date de février 1955, fut distribuée à un niveau restreint et sans mettre au courant « *les organismes formels du PCA et à différents échelons* », prônant la formation du bras armée, Hadjerès évoque la question de vigilance organisationnelle qui ne permette que d'informer les directions régionales de la décision prise à un niveau central.

Il faut attendre le mois de juin 1955, pour qu'une réunion du CC du PCA décide de mettre les CDL, sous la forme d'organisation structurée dans les régions de Chleff, d'Ain-Defla et de Tlemcen, cette dernière était dirigée par le militant Abdelkader Guerroudj qui avait replacé Abdelhamid Benzine. A croire Hadjerès, le PCA préparait, à la même époque, l'opération de l'aspirant Henri Maillot dès le printemps 1956 jusqu'à sa réalisation au mois d'avril de la même année. Après cette opération, Maillot sera chargé par le PCA d'entamer un travail politique au sein de l'univer-

sité d'Alger parmi les étudiants et les enseignants, une manière de le protéger au niveau *organisationnelle*, estime Hadjerès. Il considère encore, que depuis l'été 1955, une répartition des tâches existait au sein du PCA, afin d'éviter ce qu'il nomme « *les interférences entre les secteurs du PCA et ceux du FLN* ».

L'ex dirigeant du PCA-PAGS n'ira pas plus loin dans sa réflexion, ni même d'ailleurs, dans ses rares écrits, en se limitant à évoquer le militant Maurice Audin comme un ancien d'*Alger-Républicain* qui a été remplacé par Henri Alleg après que le parti ait décidé de l'affection des CDL. Il n'oubliera de mentionner la sœur d'Audin, Charlye et de son mari, Christian Buono, dans l'hébergement durant quatre mois du Premier secrétaire du PCA, Larbi Bouhali, avant son exfiltration au port d'Alger grâce à Audin et son départ pour Prague. Cela se passer en automne 1955. Durant cette rencontre, il sera question de Fernand Yveton, un des plus dynamiques membres des CDL aux côtés de Jacqueline Guerroudj, Ferrugia, qui ont été derrière les attentats de la centrale électrique du port d'Alger, celle du camion des CRS, même si la bombe n'a pas explosé, ainsi que l'attentat contre le général Massu auquel a participé le militant de Tablât, Yahia Briksi.

Hadjerès parlait de la rencontre qui a eu lieu entre les dirigeants du PCA (lui et Bachir Hadj-Ali) et ceux du FLN (Benkhedda et Abane Ramdane) dans le local du dentiste militant communiste, Bouchouchi. A l'ordre du jour : la participation du PCA aux côtés du FLN. Ce dernier rejeta toutes les propositions en maintenant la condition de dissoudre le PCA et de l'engagement de ses militants à titre individuel au sein du FLN-ALN. Durant ces rencontres, il y a eu un échange de lettres en les deux formations, de même que des attitudes anticommunistes apparaissaient clairement chez certains dirigeants de la formation nationaliste. A l'opposer, les cadres du PCA maintenaient leur attitude unitaire, ce qui n'est pas faux en soi, mais sans faire des concessions aux ultras du FLN-ALN.

Hadjerès évoqua l'initiative de 1951, où le PCA annonce la création avec les Oulémas de Larbi Tébessi, d'un Front Algérien pour la Défense de la Liberté (FADL) comme exemple de la largesse d'esprit des « communistes », en citant les propos du cheikh-martyr qui disait lors d'un meeting à la salle Dounyazed d'Alger : « *Fatma et Marie, côte à côte* », afin d'évoquer la conciliation communautaire. Mais l'OAS a fini par alimenter la coupure, poursuivait Hadjerès.

Le long de cette rencontre, nous apprenons qu'en 1973 le PCF, en choisissant de soutenir l'option « socialiste » du colonel Boumediene, il rompit ses relations avec le PAGS, sans que ce dernier ne rompe avec le révisionnisme moderne. L'attitude de l'ex-Premier secrétaire du PAGS reste amplement marquée par l'ambiguïté vis-à-vis des grandes questions touchant au communisme en Algérie. Les documents de la littérature révisionniste algérienne montrent avec acquitté une réelle absence de réflexion critique et autocritique devant les dérives politiques et idéologiques que le mouvement communiste a subit depuis 1936 à 1990.

**Genèse du Parti « communiste » Algérien**

Il est incontestable que le travail entamé par Jacques Jurquet – longtemps occulté en Algérie -, reste une source incontournable même si son approche idéo-philosophique reste sujette à débat au sein du mouvement communiste mondial. Le travail de Jurquet sur le mouvement révolutionnaire algérien et le PCF apporte autant de matières à contre carré les innombrables textes de nationalistes et de trotskystes algériens qui refonds l'histoire à la sélection naturelle du darwinisme.

Nous évoquerons, pour l'occasion, la lecture que faisait le PRS, nationaliste-révolutionnaire à ses débuts puis maoïste après 1968, qui fut un parti d'opposition aux régimes de Ben Bella et de Boumediene jusqu'à sa « dissolution » par son fondateur Mohamed Boudiaf.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

**Un parti communiste accouché par césarienne entre 1920 et 1936**

Le 25/12/1920, le congrès du Parti Socialiste Français, s'ouvre à la salle du Manège dans sa 18e édition. Près de 2220 délégués, tous européens, représentent les régions d'Alger, d'Oran, de Constantine et les colonies du Tonkin (Vietnam), de Tunisie et de l'île de la Martinique. Le délégué des 3 régions d'Algérie, n'était autre que Charles-André Julien, un social-démocrate qui marquera la Région communiste algérienne durant de très longues années, par son réformisme et son paternalisme colonialiste. Au cours du Congrès de Tours (fondateur du PCF), la session de la minorité « bolchévique » à l'encontre de la majorité social-démocrate, s'est faite avec beaucoup de séquelles idéologiques du réformiste chez les militants Français qui ont, pourtant, rejoints les thèses léninistes de la IIIe Internationale. en Algérie, la futur section du PCF comptait en 1924, quelques 1020 adhérents et le futur PCF développera une ligne bien idéaliste en faveur de l'assimilation des peuples colonisés, sans vouloir dénoncer les plus simples principes du colonialisme.

A Marseille, se tins les 26 au 31/12/1924, le 1er Congrès du PCF où la littérature du congrès abonde de concepts évoquant la *question indigène* au lieu de *question coloniale*, telle quelle fut préconisée par l'I.C. et le Paul Vaillant-Couturier, alors président du Comité d'Etudes Coloniales (une commission consultatif auprès du Comité Directeur du PCF) ne cessera de développer les thèses assimilationnistes à sa lecture de la réalité algérienne et tunisienne. Pourtant le Comité exécutif de l'I.C. avait lancé un appel en date du 20/5/1922, à la libération de l'Algérie et de la Tunisie où nous pouvons lire :

> « *L'aurore de la libéra*tion *apparait aux prolétaires arabes, soumis à l'exploitation la plus éhontée par l'aristocratie indigène et les conquérants français. La guerre impérialiste a stimulé l'esprit*

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

> *de révolte en Tunisie et en Algérie comme en Egypte et aux Indes. »*

De même qu'en plus des « *exigences nationalistes, on entend, de plus en plus pressantes, les revendications de classe »,* et que

> « *La lutte pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie ne fait que commencer. Elle ne cessera qu'après le triomphe des esclaves. »*

Ces derniers sont les populations musulmanes autochtones soumises à la famine et aux épidémies parues à la fin de la 1er Guerre impérialiste mondiale. Enfin, le secrétariat de la même instance internationale demande la création de sections INDEPENDANTES d'organisations communistes dirigés par des ouvriers et une avant-garde révolutionnaire autochtone (Décembre 1929). Le 16/12/1929, la Section politique de l'I.C. adopte une thèse sur le travail du PCF dans les colonies.

La 8e condition, sur les 21, pour une adhésion à l'I.C. de la part des partis communistes des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite parfaitement claire et nette vis-à-vis de la question nationale anticoloniale qui se pose avec acquitter dans les pays sous domination impérialiste. Mais le *maitre à penser* du réformisme au sein du PCF, relit la thèse 4 de la 8e condition d'adhésion, comme suite :

> *« Il résulte de ce qui précède que la pierre angulaire de la politique de l'Internationale Communiste dans des questions nationales et coloniales, doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pas pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie »* (*L'Humanité* du 9/5/1922)

Dans cet esprit de vouloir maintenir les travailleurs de la colonie Algérie sous l'emprise du paternalisme euro-centriste d'un PCF et d'une CGTU métropolitaine, Paul Vaillant-Couturier considère que l'union des travailleurs, dont parle l'I.C., se fait au sein du parti communiste et un bloc « *de tous les travailleurs européens et indigènes exploités dans les colonies et dans la métropole* » par la classe dominante « *de quelques races qu'elle appartienne* » (Idem). Pour les modalités à suivre afin d'apporter un quelconque concours « *aux mouvements nationalistes d'émancipation dans différentes colonies, elles doivent être déterminées par le Parti communiste de la métropole*. »

Une phrase lancée telle une bombe à la figure des militants algériens, pour leur insinuer qu'aucune décision politique n'est à prendre concernant les colonies, sans l'accord du PC à Paris et non en dehors de l'Empire coloniale. Nous sommes en 1922 et la ligne réformiste du PCF vient de voir le jour à travers une rhétorique défiant et déviant les directives justes et claires de l'I.C. du vivant de Lénine. P. Vaillant-Couturier semble être le mieux placé à saisir le sens que voulait entretenir l'orientation de l'I.C. envers les questions nationales et coloniales, en relevant pour son compte :

> « *Que si l'Internationale nous donnes là-dessus des directives, c'est uniquement pour nous dire : Il faut aussi démontrer sans cesse que le gouvernement des Soviets seul peut réaliser l'égalité de nationalités en unissant les prolétaires d'abord, l'ensemble des travailleurs ensuite dans la lutte contre la bourgeoisie.* » (Idem)

Cette version Vaillant-Couturier de l'I.C., semble dire qu'il n'y aura pas de résolution de la question nationale et coloniale sans une révolution prolétarienne en France. N'est-ce pas que Marcel Cachin, un des fondateurs du PCF et en évoquant les positions sociales-chauvines des socialistes Français, déclarait devant les présents à une séance de pourparlers

entre délégués du Parti Socialiste Unifié et les représentants du Comité exécutif de l'I.C., que

> « *Dans le parti français (le PCF) se trouvent plusieurs de ces hommes qui se repentent sincèrement et qui demandent qu'on leur pardonne. Mais il y a aussi des hommes qui adhèrent par diplomatie – puisque la IIIe Internationale Communiste est victorieuse, ils voudraient se lier avec elle en espérant qu'un beau jour, le bon soleil de la bourgeoisie reluira pour réchauffer les vieux os de l'opportunisme international.* »

C'est à cette seconde catégorie qu'appartenaient les Couturier et Thorez. En 1928, le 6e Congrès mondial de l'I.C. avait lancé la directive de créer dans les colonies françaises des sections indépendantes du Parti communiste de la métropole. Mais ce dernier qui et sur incitation de Maurice Thorez qui prenait de plus en plus ses distances vis-à-vis des directives léninistes de l'Internationale de 1923 et celle de 1933.

**André Ferrat (1902 – 1988) le père-fondateur du P « C »A**

André Ferrat était revenu de Moscou à la fin de 1931 avec une mission de redresser le PCF sur la question coloniale, tout en ayant le soutien du bolchevik Stépanov, membre de l'Exécutif de l'I.C. chargé des questions de l'Orient et des peuples dominés. Après quelques mois en prison de la Santé (arrêté lors d'une clandestine du PCF), il sera amnistié et repart de nouveau à Moscou en tant que délégué auprès du Comité exécutif de l'I.C. le 1/101932, il est désigné comme directeur de la rédaction de l'organe *L'Humanité* jusqu'à février 1934, tout en demeurant responsable de la Section coloniale auprès du CC du PCF.

En février 1934, Ferrat est en Algérie avec l'orientation de prendre en main le PCF et sa section régionale algérienne. Sa tâche était limitée à l'épuration et la restructuration des cellules avec le renvoi et l'exclusion

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

des éléments colonialistes prétendument communistes. Conformément aux directives de l'I.C., Ferrat appuyait la constitution d'un parti communiste autonome et dirigé essentiellement par des « indigènes ». C'est bien lui qui recruta le jeune porteur de dépêches, Amar Ouzegane et Ben Ali Boukort à un moment où le délégué Algérien auprès du Komintern, Sid Ahmed Belarbi, dit « Boualem », lance l'idée d'un Parti Nationaliste Révolutionnaire (PNR) faisant suite au Congrès des ouvriers arabes tenue à Alger en 1930.

Entre 1933 et 1934, Ferrat s'oppose à l'action et à ligne que préconisait historiens Maurice Thorez au sein du PCF. Les sociaux-démocrates français insistent sur le rejet par Ferrat du pseudo-autoritarisme stalinien au sein de la direction du PCF, chose qui ne fait qu'obscurcir l'action de Ferrat en Algérie. La déviation chauviniste de la direction de Thorez faisait du PCF une organisation « *gallo centriste* » totalement éloigné du programme de la Révolution socialiste.

C'est bien Ferrat qui faisaient paraitre tous les quatre jours *La Lutte sociale* l'organe du PCA et cela à partir du 28/4/1934. Lors du 1er mai 1934, il initia les communistes Algériens et Européens à la technique de forcer les barrages des services d'ordres des organisations fascistes telles les Croix de Feu, PSA et PPF durant le meeting du stade municipale d'Alger. Maurice Thorez ne s'intéressa nullement au travail que faisait Ferrat en Algérie. Sa seule préoccupation demeurait l'alliance du Front populaire antifasciste avec le Parti Socialiste. Lors des événements d'aout 1934 à Constantine, André Ferrat publia le 15 aout, sur les *Cahiers du bolchévisme* un article intitulé *Que signifient les événements de Constantine ?* Où il est dit clairement :

> « *Sur une population arabe et kabyle d'environ 5 millions et demi d'habitants, paysanne dans une proportion de 85 %, il faut noter*

> *tout d'abord une masse de plusieurs centaines de milliers de paysans sans terre et son travail, réduits à la famine, se nourrissant et nourrissant leur famille d'herbes, de racines, de produits de mendicité. »*

A cette époque, ce qui a été nommé « pogrom juif » a été provoqué par des ultras de l'administration coloniale, André Ferrat est nommé membre du BP en charge de la commission coloniale et sa vision de la réalité sociale et économique était très spécifique puisqu'il distinguait qu'en Algérie, existent 4 couches de la paysannerie Arabe représentant les 4/5 de la population, à savoir :

1 – les pauvres sans terre ;

2 – les 200000 ouvriers agricoles ;

3 – une masse importante de métayers (*khammas*) ;

4 – les petits paysans miséreux.

Côté communauté israélite algérienne, il y avait environ, 80000 juifs dans toute l'Algérie, dont 10000 à Constantine face à 42000 arabes et amazighs et 42000 français et européens. Ferrat poursuivait dans son étude :

> *« Il serait absolument erronée de ne voir dans les émeutes de Constantine qu'une explosion de haine de race. Les seules éléments qu'il convient de démontrer et de flétrir, ce sont les éléments de la hante administration impérialiste. C'est l'impérialisme français ne reculent pas devant l'ampleur des moyens de provocation les plus vils qui est seul responsable.*

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

> *Les événements de Constantine présentent un aspect typique du mouvement révolutionnaire anti-impérialiste d'Algérie que l'impérialisme français a tenté de dévier de ses véritables objectifs, dont il a tenté d'obscurcir la conscience révolutionnaire. »*

A partir du 1/1/1935 à Sétif, l'atmosphère se durcissait. Des tirailleurs algériens utilisés pour réprimer une manifestation « indigène », finir par fraternisaient avec leurs compatriotes et passaient de leur côté.

Ben Ali Boukort fut aussitôt impliqué dans cette affaire, inculpé et condamné à 2 ans de déportation. Et à André Ferrat de publier sur *Les Cahiers du bolchévisme* (numéro du 15/3 et du 1/4/1935), un excellent article en s'appuyant sur les analyses et la ligne du Komintern en soutenant la juste thèse, selon laquelle :

> « *Toute l'Afrique du Nord était placée devant de grandes luttes révolutionnaires anti-impérialistes, dans laquelle la force principale serait la paysannerie pauvre et la force dirigeante devait être le prolétariat naissant. »*

A la veille du VIIe Congrès du Komintern, le BP du PCF adresse le 5/7/1935 une longue résolution sur l'Algérie dans laquelle on dresse un bilan sévère de l'action de la « Région communiste » du PCF en Algérie et dans laquelle il relève

> « *Le manque de clarté et de vigueur dans la question du Front populaire et d'avoir délaissé les sujets qui ont passionné la population arabe, et ce malgré les instructions de Section coloniale et du CC du PCF, et d'avoir complétement négligé la question paysanne en dépit des directives de 1934-1935 qui conservent tout leur valeur. »*

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

Tout comme il est question de plaider en faveur d'une arabisation de la politique du PCF en Algérie, portant les revendications aussi bien quotidiennes que générales du peuple arabe.

Le Komintern demandait au PCF, dès juillet 1935, de constitué un Front anti-impérialiste, en plus d'un Front antifasciste, regroupant le PCF en Algérie et les organisations « indigènes » à tendances « national-révolutionnaire » et « national-réformiste » autour de la lutte contre le code de l'Indigénat et non l'indépendance nationale. Le poids du PCF au sein de la Commission exécutive du Komintern a pesé lourdement sur cette étroitesse de vue.

Pour Ferrat,

> « *La nation française n'est pas la nation du peuple d'Algérie, c'est la nation oppressante, c'est la nation de l'impérialisme qui, par le fer et par le feu, s'est annexé l'Algérie et qui courbe sous l'esclavage la nation algérienne.* »

A l'été 1935, André Ferrat est à Alger afin de représenter le CC du PCF à la conférence fédérale qui devait préparer le 8e Congrès national du PCF. La conférence a connu un succès retentissant d'une portée historique, au même moment où se réalisé le 7e Congrès mondial du Komintern. Au mois d'aout de la même année, la « Région communiste » d'Algérie, comptait 4 50, dont un bon nombre d'Arabes, membres, dont 58 Arabes et Kabyles et quelques 200 jeunes communistes réparties entre 10 Rayons et 40 Cellules. Le bureau de la RCA, qui comptait en 1934, 7 membres, ne compte en 1935 que 4 dont un seul Français. La mission réorganisatrice de Ferrat semble apporter ses fruits.

En octobre 1935, l'I.C. ordonna de préparer la transformation de l'organisation algérienne en parti indépendant et d'adopter un programme d'arabisation du parti et du mouvement en élisant « un *Comité central d parti*

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

*communiste d'Algérie* ». Cette question visait à rattacher le PCA à l'I.C. en s'abstenant de faire un quelconque communiqué sur cette adhésion, ni en Algérie ni en France. Le PCF, pour sa part, est tenue à accorder au PCA des fonds propres, afin qu'il assure son travail, d'éditer légalement *La Lutte sociale* en français et de publier illégalement des journaux en arabe.

Le Komintern avait définit la nature des relations PCF – PCA, tel le travail de l'instructeur du PCF en Algérie qui devra rester à la disposition du PCA « *tant que les camarades algériens le juge nécessaire* ». le PCF aura certes, le droit de donner des instructions et des conseils au PCA pour ce qui concerne le travail courant, sauf pour les questions programmatiques qui doivent avoir l'aval de l'I.C. et cela comme par le passé.

En ces termes, l'I.C. et sa Commission exécutive étaient pour la création d'un PCA indépendant dès 1935, un parti qui préconise la construction d'un comité de front unique des organisations arabes, en accordant l'initiative de sa création aux nationalistes et que dans la plate-forme du futur comité soit inclut le mot d'ordre de lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Un appel qui devance de loin celui du PPA en 1936.

Au mois de novembre 1935, l'ancien instructeur du PCF auprès de la RCA, Radiguet est exclus du parti et remplacé par « l'élève » d Ferrat, Chaintron, dit Barthel. Ce dernier sera chargé par Ferrat d'établir le Front antifasciste parmi les Européens et le recrutement de volontaires pour la guerre d'Espagne. A Paris, le PCF de Thorez est en déroute idéologique et politique. Le 11/1/1936, le PCF signe avec les partis sociaux-démocrates, les syndicats et les loges maçonniques, le programme du Rassemblement populaire, mais ce garde d'aborder les questions nationales et coloniales. Quelques jours plus tard, le 8e Congrès du PCF s'ouvre à Villeurbanne et Ferrat constate que le manifeste politique du congrès n'affirme que la nécessité de défendre la paix et le droit des peuples à disposer

d'eux-mêmes avec une mouture indirecte faisant allusion aux peuples des colonies.

L'Algérien Amar Ouzegane est congressiste aux côtés de Ferrat qui préside la Commission coloniale et présente son rapport sur la question coloniale qui sera approuvé à l'unanimité avec décision de :

- Réunir un congrès constitutif du Parti communiste algérien ;
- Constituer un vaste front national libérateur du peuple algérien.

André Ferrat est certes réélu au CC du PCF, mais à la dernière minute Thorez, en montant à la tribune pour annoncer la composition du nouveau BP, lui annonce qu'il a été rayé de la liste par *nécessité de réduction du nombre du BP*. Un point de non-retour est atteint pour le responsable de la « coloniale » du parti déviationniste Français, marqué à jamais par le chauvinisme social-démocrate.

Des militants communistes Algériens (arabes et kabyles) défenseurs des « indigènes », envoient le 7/2/1936, un projet de programme d'action du futur PCA à Moscou. Le document dénonce les formes d'oppressions sociales, politiques et culturelles des Algériens, en précisant que les positions des communistes algériens se concrétisent à travers les formes d'alliances qu'ils entameront :

> « *La colonialisme dit que nous sommes des « nationalistes », des « anti-Français » et des « vendus à l'étranger ». Beaucoup de leaders bourgeois indigènes te disent que nous sommes un petit parti européen et que les musulmans n'ont que faire du communisme et n'ont pas besoin d'un parti communiste. Nous ne sommes ni des nationalistes, ni des anti-Français, ni des antisémites.* »

Un passage qui révèle le degré d'absence de formation idéologique et politique, nourris d'une vision limité des questions sociales de l'époque.

Loin de toute offensive et de clarté politique, ils considèrent que leur doctrine (laquelle ?) et leur parti « *ne sont pas, comme disent certains*, *inaccessibles à notre peuple musulman* ». Une telle formule dans un projet de programme communiste a certainement fait rire plus d'un à l'Exécutif du Komintern. Le parti communiste des Algériens de 1936 est celui qui :

> « *Respecte la liberté de pensée, ne vexe aucune foi religieuse, défend la séparation du culte musulman et tous les autres cultes de l'Etat français, revendique la liberté de prêche pour les Oulémas réformateurs, ouvre ces rangs à tous les travailleurs, musulmans ou autres, et est hostile à quiconque en son sein reproche à tel ou tel de ses membres sa foi religieuse.* »

Entre un parti léniniste de classe, un syndicat de masses et un mouvement politique *humaniste,* le projet du PCA d'avant son congrès constitutif révèle déjà un abondant des thèses du Komintern, du communisme 'classe ouvrière colonisée de l'Algérie.

Dans les archives du PCF, nous avons trouvé un article, de *L'Humanité* du 7/11/1936 sur le congrès du Parti Communiste d'Algérie, une dénomination qui est donné aux partis affilé à l'Internationale Communiste (Komintern) :

**Le Congrès du Part Communiste d'Algérie**

***L'Humanité* du 7/11/1936**

Le congrès du Parti communiste d'Algérie, qui vient de se tenir à Alger, a été tant par sa composition – les 5000 communistes algériens étaient représentés par 129 délégués, ouvriers, fellahs, commerçants, fonctionnaires, intellectuels, en tout 62 Arabes et 67 Français et émigrés – que par la tenue des débats, une belle manifestation de la force et de la volonté unitaire des communistes d'Algérie.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

Dans un vigoureux discours, la camarade Gitton, secrétaire du Parti communiste français, souligne l'intérêt énorme pour le peuple algérien de la réalisation du programme du Front populaire, espoir commun des peuples de France et d'Algérie. Guitton adresse aux communistes algériens un ardent appel pour qu'ils continuent à être les champions de l'Union populaire.

Le congrès désigne un CC comprenant les meilleurs militants du Parti et adresse un manifeste au peuple pour l'union, vers une vie libre et heureuse. Dans ce long manifeste extrayons ces quelques passages :

> « *Sans doute, la victoire du Front populaire a apporté un soulagement à notre sort. L'étreinte d'oppression s'est desserrée. Mais les forces du colonialisme et du fascisme nous maintiennent dans la misère en sabotant les lois sociales et les accords sur les salaires.*
>
> *« Le fascisme, qui écrase sous son régime odieux nos frères d'Allemagne et d'Italie, s'est aussi révélé l'ennemi le plus féroce des peuples coloniaux. Nous savons les souffrances imposées par la dictature fasciste de Rome au peuple tripolitain, que nous saluons. Nous nous élevons contre les prétentions coloniales belliqueuses d'Hitler et nous stigmatisons l'odieux Franco qui fait couler le sang du peuple espagnol et celui de nos frères marocains abusées dans une guerre contraire à leurs intérêts.*
>
> *« Nous, communistes algériens, nous nous inspirons des grandes traditions républicaines et révolutionnaires du peuple français, nous reprenons les nobles et glorieuses traditions de culture et de liberté du peuple d'Algérie. »*

Avant d'énumérer les revendications détaillées, pour que chacun, en Algérie, puisse manger à sa faim, pour la conquête des libertés et pour la

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

paix, pour une Algérie libre et heureuse, fraternellement unie au peuple français, le manifeste déclare :

> « *Nous avons au cœur l'intérêt de notre peuple dont nous voulons alléger les souffrances et auquel nous voulons épargner les vaines aventures. Nous travaillons donc à améliorer immédiatement le sort des populations laborieuses européennes et arabo-berbères d'Algérie.*
>
> *« C'est pourquoi nous soutenons tout mouvement progressif, toute action revendicative et syndicale et nous apportons notre confiance et notre appui au gouvernement pour l'application du programme du Front populaire ».*

Après la désignation de la première direction du PCA, issue du 1er Congrès, le trio Barthel – Boukort – Ouzegane écrit une lettre à la direction du PCF pour lui demander de soutenir publiquement le projet Blum-Violette, en mentionnant :

> « *Ce projet est certes dérisoirement timide, qui n'accorde le droit de vote qu'à 25000 indigènes seulement. L'Etoile Nord-Africaine et nos gauchistes trouvent la matière à hurlements et repoussent tout simplement cette réforme, non sans réclamer comme revendication immédiate la suppression du Gouvernement général et la constitution du Parlement algérienne. Quant à nous, tout en soulignant l'insuffisance du projet, nous pensons qu'il faut l'accepter, tout en poussant pour obtenir davantage. »*

L'engagement du nouveau PCA pour le projet Blum-Violette entre dans la droite ligne suiviste des « communistes » algériens à la politique réformiste du PCF. Ce dernier, en signant les accords de Matignon (7/6/1936)

prône la centralité de son objectif politique autour du seul Front populaire et la révolution socialiste de classe. Le même jour, l'association réformiste des Oulémas, la Fédération des Elus musulmans, la SFIO-Algérie et la « région communiste d'Algérie » du PCF inaugurent le 1er Congrès Musulman Algérien (CMA), une sorte de front anti-impérialiste établit selon le modèle d'André Ferrat. L'ENA nationaliste refuse de faire partie par rapport à la question d'indépendance politique en Algérie qui est totalement absente dans les contenus de ce CMA.

A ce CMA, participe Ben Ali Boukort qui sera libéré de prison par le Gouvernement du Front populaire de son lieu de déportation. Ancien membre du RCA, Boukort monte à la tribune du congrès pour prendre la parole, il reçoit une ovation de la part des participant digne d'un leader patriotique : « *c'est un moment historique,* témoignera-t-il, trente ans après, *empreint d'un enthousiasme indescriptible, la passivité apparente du peuple algérien n'était plus qu'un souvenir.* » notera-t-il.

Mais les dirigeants du PCA n'avaient nullement les coudés libres pour être totalement indépendant de la centrale du PCF. Le parti algérien dépendait entièrement de lui. Privé de toute ressource, il demandait dans la lettre cité en haut, une aide exceptionnelle du PCF, ainsi qu'un financement régulier d'un montant de 8000 francs par mois, afin de couvrir le salaire de 2 permanents (Boukort et Ouzegane), payés le loyer de son local et assurer l'édition de ses journaux et l'impression des tracts. Le PCA ne pouvait s'appuyer sur le mouvement syndical en Algérie puisqu'il est sous le contrôle direct du PCF à Paris. A la fin de 1937, le parti algérien comptait 5000 adhérents, selon la police coloniale, dont 2000 algériens. Il avait entamé son 2e Congrès à la salle Cervantès (Alger), les 18 et 19 décembre 1937, un congrès qui remplaça la lutte anticolonialiste du peuple algérien pour son indépendance (relevé au 1er congrès de 1936), par « la lutte du peuple Français », entendre Algériens musulmans intégrés, contre le fascisme et pour la démocratie. Ce second congrès éclaire

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

un peu mieux sur la pratique hégémonique du PCF sur l'action militante des communistes algériens. Robert Deloche, qui remplacera Barthel commence par écarté Amar Ouzegane au bénéfice de Boukort qui sera nommé Premier secrétaire du parti avec un rôle effectif de subalterne de « l'instructeur » du PCF et cela jusqu'à l'interdiction du PCA en 1939.

Plus tard Ouzegane apporte, à Jacques Jurquet son témoignage sur cet épisode :

> « *La reconstitution du parti communiste algérien sous forme illégale s'est opérée à Alger avec aisance peu de temps après sa dissolution grâce à la disponibilité de nombreux militants. Au cours de la première réunion qui se tient à Bab El-Oued, il y eut environ 15 camarades, avec la présence de Fayet de Mohammed Marouf, représentant de la CGT, je fus élus Premier secrétaire du PCA clandestin, mon analyse sur la situation politique ayant été jugée plus juste que le rapport préliminaire confus de Bouhali. Ce dernier élu comme responsable à l'organisation chargé de fixer le nouveau lieu de la nouvelle direction de 5 membres, ne vint pas au rendez-vous fixé par lui)même pour me voir au restaurant de mon frère, rue Clauzel, où je travaillais depuis que j'avais cessé d'être permanent du Part.* »

Ouzegane s'estime avoir été écarté par la fraction pro-PCF au sein du PCA, qui privilégie l'antifascisme à la question nationale anticolonialiste. Amar Ouzegane démissionnera du secrétariat du Parti et du poste de rédacteur en chef de *La Lutte sociale*. Mais c'est vers la fin 1939 et début 1940, que le militant communiste rétablit à nouveau le contact avec le PCA-clandestin grâce à Paulette Lenoir, pour les publications clandestines. Au numéro 2 de *La Lutte sociale* Ouzegane est le rédacteur politique et lors de ces années d'enfer, la ligne politique pour l'indépendance de

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

l'Algérie, sera reprise conformément aux thèses de l'I.C. et qui ont été abandonnés depuis 1936.

Jacques Jurquet note que dans une étude publié par Larbi Bouhali, intitulée *La Révolution socialiste d'Octobre et le mouvement national en Algérie* (Moscou, 1957, 40 p.), la question du PCA-clandestin n'est soulevé que par 5 lignes sur les quelques 1300 que contient le petit ouvrage de propagande. Le militant de la cause algérienne et fondateur du PCF-ML, relève avec beaucoup de retenue que les

> « *Les critiques fondamentales sur le plan politique ne visent nullement le comportement idéologique des militants communistes du PCA (en majorité européens), qui de 1939 à 1943, résistèrent avec courage et persévérance à la violence répressive de l'Etat français successivement dirigé par la bourgeoisie de gauche et la bourgeoisie de droite.* »

Rappelant, qu'il y a ce critère impitoyable de l'Histoire et qu'il suffit à lui seul. Ne croyons pas à l'infaillibilité constante d'un Parti et de ses militants, Jurquet n'est pas le seul à le croire, puisqu'à aucun moment de son histoire, le PCA, ses cadres et ses militants n'ont apportés une quelconque clarification ou un effort de critique ou d'autocritique, basés sur la science marxiste-léniniste, sur leurs insuffisances, leurs parcours, leurs actions, leurs erreurs et aussi, leurs abandons du marxisme.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

## Le PCA clandestin d'avant 1945

Le 2e Congrès du PCA s'est tenu les 18 et 19/12/1937 à la salle Cervantès (Alger), à quelques jours de la tenue du 9e Congrès du PCF à Arles du 25 au 29/12/1937. La question nationale qui relève de la libération du peuple algérien colonisé a été évitée et remplacée par déroute de la question léniniste, par une question antifasciste bien fougueuse qui, entre les mains du PCF prend dimension d'une propagande médiatique et à travers des meetings populaires et bien lointains d'une action matérielle contre la peste brune.

L'instructeur du PCF auprès du PCA, Barthel qui a été condamné le 21/4/1936 devant le tribunal correctionnel d'Alger pour avoir préfacé la brochure rédigée par El-Mounadi (Ben Ali Boukort), sous le titre de : *Peuple d'Algérie, quels sont tes amis ?* Tout comme il a été déjà condamné à un an de prison (le 20/12/1935) pour avoir soutenu la lutte des travailleurs colonisés. Une année après la « fondation » du PC d'Algérie, l'activité de celui que l'on désigne par Secrétaire général du parti, Ben Ali Boukort (BAB), s'ait limité à organiser des meetings à travers la colonie Algérie et de porter très haut la défense du projet Blum-Viollette, qui fut

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

tout d'abord celui de la direction du PCF et nullement celui des aspirations du peuple *indigène* d'Algérie.

C'est ainsi que le 18/01/1937, le PCA organise un meeting à Alger qui avait réunie plus de 6000 Musulmans et Européens « *contre la campagne que menaient les fascistes en vue de faire échouer le projet Viollette sur la réforme électorale » (L'Humanité).* BAB fait une tournée au département de Constantine et qui a été jugée « triomphale » en faveur des droits politiques des musulmans d'Algérie. de Constantine à Biskra, on compte quelques 11300 participants aux meetings du PCA dans une région jugée réfractaire au discours électorales et fief de « l'agitation anti-française » que menait ceux que l'on nomme « *les factieux d'Algérie »* et que l'on associe volontairement aux groupes de parlementaires réactionnaires et fascistes de l'organisation *Les Croix de feu.* A Biskra, le PCA et les 1500 de musulmans, israélites et européens,

> « *Se félicitent de l'attitude courageuse du gouvernement du Front populaire dans l'octroi des droits politiques à une partie du peuple musulman d'après le projet Viollette, dont ils demandent l'élargissement. »*

Dans une lettre au maitre à penser du PCA, Maurice Thorez, la cellule communiste de la commune mixte oranaise de Sainte-Barbe-de-Tlelat (aujourd'hui Tlelat), dans laquelle il est mentionné une confiance « *au Front populaire pour soutenir le projet Viollette-Blum, qui n'est qu'un premier pas vers l'égalité complète des races ».* En Métropole, ce sont des militants communistes du PCA-Nanterre et ceux du 13e arrondissement parisien qui déclarent sans réserve, pour l'appui sans condition du projet politique, qui est « *une première mesure vers d'autres réformes démocratiques* ».

Au mois d'avril 1937, une délégation du PCF est en Algérie afin de « s'imprégner » des échos du projet en question parmi la population colonisés.

Elle fera partie des rencontres et meetings qu'organise le PCA sous leurs regards, de Blida à Perrégaux (Mohammadia) en passant par Miliana, c'est à Amar Ouzegane, secrétaire du parti d'accompagner le député Barel rendre visite à un douar environnant de Mohammadia et « *où ils constatèrent la terrible misère qui règne » (L'Humanité,* du 5/4/1937). Le soir, ils assistent à la réunion du comité de la section du PCA de la commune et parlèrent devant un meeting qui avait assemblé 1500 « *auditeurs enthousiastes »* avec à sa tête le maire, un Radical-socialiste.

Le parti communiste d'Algérie ne fait que s'embraser davantage dans le soutien du gouvernement toujours celui de la bourgeoisie capitaliste coloniale, il ne cessera de mettre en avant cette demande de faire un peu plus afin « *de soulager l'immense détresse dans laquelle est plongé la population musulmane* », en passant par le vote du projet au Parlement de Paris comme une « *première mesure démocratique qui est attendue avec impatience par le peuple* ».

BAB et lors d'un meeting algérois (le 14/4/1937), appel au renforcement du Front populaire et du Congrès musulman « *pour écraser définitivement le fascisme ».* à Paris, Boukort participera à la réunion du CC du PCF, un exemple vivant de suivisme et de soumission idéologique et politique, où il sera « fortement applaudi » en rappelant « *combien étaient grands les espoirs du peuple algérien après le 3 mai 1936 »* en ajoutant que :

> « *Certes le Front populaire a donné plus au peuple d'Algérie, depuis qu'il est au pouvoir, que les gouvernements réactionnaires ne l'avaient fait en des dizaines d'années ; mais ce n'est pas suffisant !*
>
> *« L'exemple du projet Viollette mis à l'écart montre que le gouvernement s'est trop laissé intimider par le fascisme ! et cela a causé une profonde déception en Algérie.* »

Boukort évoquera longuement les élections municipales d'Alger qui a vue la victoire de la liste dite d'Union populaire, où les communistes ont eu 7 sièges contre celle de l'administration, en disant :

« *Pourquoi cette victoire ? Parce que le peuple algérien sait que les communistes sont les défenseurs de ses intérêts et que les communistes français sont toujours à la pointe du combat !* »

Les élections en question sont celles de juillet 1937, où 7 élus communistes ont eu un total de 7200 voix sur les 25000 inscrits. Les concernés son Amara Ferchioukh, Hamouda, Ouzegane, Boukort, Boukranfa, Sifi et Nedjam, en sommes la première génération de militants qui s'est mise à l'électoralisme réformateur.

*L'Humanité* en condamnant la décision du préfet Bourrat, n'oublira pas de noter que :

> « *Le Parti communiste d'Algérie et «* La Lutte sociale *» qui n'ont cessé de mener là-bas la lutte pour la défense du Front populaire et de son gouvernement ».*

Le parti de la classe ouvrière algérienne se retrouve chargé d'une « nouvelle tâche militante », celle de défendre le programme d'un gouvernement de la colonisation, socialiste soit-il.

Le 29/8/1937, le même quotidien du PCF, rédige une dépêche de son correspondant *particulier* sur l'arrestation de Messali Hadj, président de l'ex- *Etoile Nord-Africaine*, en compagnie de 5 dirigeants du « *parti dit du Peuple algérien* » sous l'inculpation de,

> « *Reconstitution de ligue dissout et de provocation d'indigènes à désordre ou manifestations contre la souveraineté française* ».

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

Mais le hic dans cette information, réside dans ce rapport qu'établit le PCF entre l'arrestation de Messali et ses cadres militants, avec celui qui a été qualifié de « trotskiste » ayant nourris la spéculation sur les sentiments religieux et « *les aspirations des masses algériennes pour une vie plus libre* ». Il s'agissait d'André Ferrat qui a été exclus du PCF et rejoint le Parti socialiste et son groupe radical du *Bulletin socialiste.* Pour le parti révisionniste français, l'entreprise Messali-Ferrat était aidé par

> « *Les caïds, les fonctionnaires et les maires fascistes qui leur accordaient des salles communales de réunions* ».

Le PCF de Thorez considérait les nationalistes algériens comme des « auxilliaires du fascisme », une attitude anticommunisme totalement en contradiction avec les visées du Komintern, qui considérait le nationalisme anticolonialiste comme un allié politique certain dans lautte pour l'indépendance des peuples colonisés ou soumis à l'impérialisme coloniale.

De 1937 jusqu'à son interdiction en 1939 par le régime de Vichy, le PCA a été collé aux semelles du réformisme « *pcfiste* » jusqu'à son 3e Congrès (21 mars 1946). Dans le rapport préparatoire au 3e congrès, publié à Alger (éditions de *Liberté*) et qui s'intitulait « *1937-1946. Histoire de huit années de combat pour plus de liberté, plus de justice et de progrès, au service des populations algériennes »,* on reste totalement muet sur les années de la clandestinité du fait que le document a été rédigé par des militants communistes européennes et non Algériens. Jacques Jurquet, avance avec prudence, les noms de Raymond Neveu, un ancien interné du camp de Bossuet rt Marcel Wallaert.

Les décrets des 26 et 30 septembre 1939, du conseil du ministre et du ministère de l'intérieur de l'Empire colonial, stipulés l'interdiction d'activité aux organisations, partis à caractère communiste affilées à l'I.C. et la

séquestration de leurs biens immobiliers et financiers. Ainsi le PCA, en tant qu'organisation affilé au PCF et non au Komintern, a été interdit et ses membres et sympathisants poursuivis sur tout le territoire de la colonie Algérie. Le texte proposé par la Commission de la législation civile et criminelle de la Chambre des députés, était mis en application sur tout le territoire de l'Empire colonial français. Le PCA-souterrain est née, mais sous l'impulsion de l'appareil clandestin du PCF. Mais un fait est souvent cité, remettant quelque peu les pendules à l'heure : l'appareil clandestin du PCA aurait été bicéphale.

Il est question de deux directions et de deux PCA, l'un « Algérien », l'autre « Européen ». Pour le premier, nous entendons un parti totalement arabisé, composé essentiellement d'*indigènes.* Un parti qui aurait été dirigé par Ahmed Smaili dont Amar Ouzegane disait de lui, que : « *C'était un militant dont la capacité politique – clairvoyance et courage – était de qualité exceptionnelle. »* Smaili, qui en 1930 âgé de 26 ans, reçu le Prix du travail en cours préparatoire classe A pour cet enfant de Khemis Méliana et qu'en 1931, il a été l'Ecole Normale de Bouzaréah dans la première *classe indigène,* totalement isolé des classes européennes. Il avait parmi ses enseignants des socialistes, tel Gaston Donnat du cercle d'étudiants socialiste de Max-Pol Fouchet.

Smaili était le seul à s'interroger et évoquer la paupérisation des paysans montagnards, tout en rappelant les idées de Lénine sur la classe paysanne en Russie et Europe, de même qu'i étudiait les écrits du leader bolchevik sur la révolution, sa nature, ses étapes et ses instruments.

Il avait, dès ses débuts, lié lecture des manuels communistes aux luttes de la paysannerie en Kabylie. Il organisa des rencontres entre ses camarades de classe et les jeunes de Kabylie à partir de la gare de Minerville 'aujourd'hui Thénia). Smaili est mis totalement dans les oubliettes du PCA-PAGS.

Le décret du conseil des ministres prononça, certes, la dissolution du PCA sur l'ensemble du territoire algérienne, mais le Préfet d'Alger faisait encore plus d'ailes, en ordonnant la perquisition, tant au siège du parti au quartier de l'Hussein-Dey, qu'à l'ensemble des cellules du département. Les autres préfectures n'ont fait que suivre.

Le 29 septembre 1939, les domiciles des dirigeants du parti ont été mis dessous-dessus et au mois d'octobre, le décret fasciste toucha le PPA, dont le siège central était à Nanterre au 53 rue Henri Barbusse. En date du 24/1/1940, on apprend que sur le seul département de la Seine, 247 organisations syndicales entre Unions et Fédérations, affilées ou proches du PCF, ont été dissoutes. Vers la fin du mois de janvier de la même année, la police fasciste découvre à Dunkerque des tracts portant la signature d'André Marty et c'est sur cette base qu'il sera condamné par contumace, à 5 ans de prison et 10000 francs d'amende avec privation de ses droits civiques et politiques.

En Algérie, le premier dirigeant "communiste" surpris les milliers de militants communistes, nationalistes et démocrates, de cet lettre du 12/2/1940, qu'il adressa au gouverneur général Le Beau et dans laquelle il fustige son appartenance au "communisme" et dénonce les "accords Ribbentrop-Molotov" entre l'URSS et l'Allemagne nazi sans en saisir la portée stratégique de la décision de la part du pays des Soviets sur le plan militaire et de ne voir qu'une apparence de *traitrise*.

La défection de Ben Ali Boukort pèsera lourdement sur le devenir du mouvement communiste algérien et qui mérite une analyse critique et précise sur ce cas de négationnisme de classe.

Nous noterons que les années 1940-1941étaient les plus meurtries pour les militants communistes algériens. Jacques Jurquet y voyait dans cette période de la clandestinité la plus absolus, une lutte idéologique acharnée

entre deux lignes politiques, celle des pro-PCF et ceux pour l'algérianisation du PCA, conduisant à une fracture organique des deux « lignes ». Charles-Robert Ageron rejette la lecture du militant Jurquet et considère que la période est celle d'une simple restructuration des organes en portant des anciens des Brigades internationales, pour la plupart des réfugiés espagnols à la tête du directoire du PCA.

Mais les éléments en notre possession méritent réflexion et attentions, en attendant la publication de toutes les archives du parti « algérien », qui semble aux mains des polices ou détruites pour des raisons évidentes de sécurité des militants.

A Alger se sont six conseillers municipaux qui ont été déchus de leur mandat, au mois de février 1940, pour leur refus de « *répudié catégoriquement toute adhésion au PCA* » et rejeté leur participation aux activités « interdites » suite au décret du gouvernement fasciste. Les concernés sont :

- Amara ;
- Ouzegane ;
- Boukheroufa ;
- Labsi ;
- Sifi et Nedjam.

Au mois de mars de la même année débute « l'aventure » du combat clandestin du PCA. Une nouvelle réalité qui impose de nouvelles orientations organiques et matérielles. La composante humaine du parti, à majorité européenne, a fait que l'appareil clandestin ne pouvait qu'être composé d'eux, les militants arabes, leurs formations politiques et idéologiques laisse à désirer, ne pouvaient concevoir « une organisation autonome » de

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

l'appareil établit par les instructeurs du PCF, depuis 1936. Entre arrestations, emprisonnements et déportations dans les camps de concentrations, toute possibilité d'éveil d'un réel parti communiste purement algérien est quasi nul. Les militants communistes arrêtés et torturés, restaient fidèlement attachés aux principes du parti de la classe ouvrière, ceux que nous avons connus durant les années 1990, montrés une « croyance » inouïe dans le parti, ses préceptes et ses dirigeants et sur la période de la clandestinité, ils nous évoquaient le nom de Caballero avec beaucoup de respects et d'admiration. Ils ne cessaient de dires que la répression policière fasciste ne faisait « *aucune distinction entre communiste Arabe ou Européen. Tous, ensemble au dépôt* ». Certes cette générosité et ce respect pour le sacrifice des uns et des autres, ne peut interdire un regard critique sur une base scientifique de classe, quant aux tords et préjudices qu'avait porté le PCA au mouvement communiste algérien.

Le mois de juin 1940, le tribunal militaire d'Alger condamne l'employé aux chemin de fer, Mahdi Ali, dit Allaoua, de 5 ans de prison et de 10 ans de privation de droits civiques pour propagande, par la parole, envers la 3e I.C., au même procès, un dénommé Ralem Ali ben Belkacem se voit infligé 5 années de prison pour « *outrage à supérieur, insulte au drapeau et de rébellion à la force armée* ». Marcel Planès, agent des PTT et ex-secrétaire du PCA-Alger, est condamné à 18 mois de prison et à 3000 francs d'amande pour avoir propagé des propos en faveur du Komintern et « *exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations* ».

A la mi-décembre 1940, le PCA-clandestin semble décapité après l'arrestation de 23 cadres-militants, dans l'ensemble de l'Algérie. Ce qui est lourd en conséquences pour un parti qui assemblé dans ses meetings à Alger, Oran et Bône (Annaba), entre 5000 et 15000 personnes, en 3 ans d'existence. Des questions se posent et s'imposent sur le type d'organisation du parti lui-même et pourquoi n'arrive-t-il pas à mobiliser et former de meilleurs militants et cadres aguerris à la lutte *underground*. On nous

rappelle que le premier secrétaire du PCA à l'interdiction, donc pour la clandestinité, fut Kaddour BelkaÏm, mais vite arrêté, déporté dans un camp du sud et mort en internement. Une perte horrible et inacceptable pour un parti léniniste de la classe ouvrière. Les 23 inculpés étaient composés principalement de :

1- Amar Ouzegane, responsable de l'Algérois et directeur de l'organe du Parti, *La Lutte sociale* ;

2- Mme Desriaux ;

3- Oscar Gonzales, Mme veuve Ibanez, Mme Thomas Ibanez, Mme Castille, Georges Gabriel (Gaby) et Bella Ignace, pour la région de l'Oranais ;

4- A l'est : Dr. Cattoir, secrétaire général des Amis de l'URSS, Pierre Fraysse et Al Orso.

Cette direction qui s'est mise en place attendait la reconnaissance du Komintern, via le PCF. Au moment de leur arrestation, les actionnaires de la société de presse *Alger-Républicain,* au capital de 1200000 de francs, dont le siège était au 9 rue Kœchlin (Alger), appellent pour la seconde fois, à une AG ordinaire et extraordinaire en vue de dissolution anticipée de la société. Le marasme fasciste passé, le quotidien progressiste, paraitra une seconde fois à partir du samedi 2/10/1943.

Il y a lieu de noter que sur le plan répressif, la colonie Algérie a été totalement encadré et ce depuis la mise en application du décret de dissolution jusqu'au débarquement anglo-américain du 8/12/1942. Au mois de février 1942, une importante opération de police vichyste en Algérie, a permis la découverte d'une importante imprimerie clandestine du PCA et avec elle, un énième démantèlement d'une direction communiste. Le tribunal militaire permanent d'Alger, instruit le 12/6/1941 une procédure

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

contre Paul Caballero, considérait comme le secrétaire général du PCA. Il sera condamné par contumace, pour avoir participé entre octobre 1941 et février 1942 au maintien et la reconstitution directe du PCA dissout, d'avoir manifesté par publication de tracts une activité ayant directement pour objet la propagation des mots d'ordre du Komintern. Caballero, en fuite, sera condamné à mort et ses biens confisqués. Le natif de Sidi Bel-Abbes est à considérer comme un exemple de dévouement et de discipline de Parti face aux tergiversations de certains autres cadres du PCA et ce jusqu'à l'indépendance politique algérienne. Il ne sera pas le seul à être cité au procès, puisque six autres militants (Jean-Marie Bontet, Abdelkader Kaci, Daniel Grassi, Gaston Bontet et Guzman Aranda) seront condamnés entre 6 mois et 5 ans de prison ferme et à des amendes de plus de 24 mille francs, seul Fernand Manchon sera condamné aux travaux forcés à perpétuité.

A Marseille, c'est un réseau de militants internationalistes qui a été jugé pour soutien au PCA. Au niveau organisationnel les sigles se confondent, le fichier « communiste » est commun pour la répression fasciste. La condamnation à mort du nommait Jean Devaux, alias Pierret Jean, mettra au jour la participation des communistes espagnols réfugiés en Algérie du temps de la guerre républicaine d'Espagne. Celui qui portait le nom Français n'était autre que Manuel Azcarate Diz (1916-1998), un des dirigeant du PC espagnol aux côtés de Carrillo jusqu'en 1981. L'autre condamné à la peine de mort par contumace est Joseph Pastor (rien à voir avec Baptiste Pastor de Bab El-Oued qui sera assassiné par l'OAS en 1960). Des noms auxquels il faut ajouter Adolphe Follignani (travaux forcés à perpétuité par contumace), Joseph Gabalda (20 ans de travaux forcés), Albert Domenech, Jean Farrugia (10 ans de travaux forcés), Floiras Raoul (2 ans de prison), Jean-Louis Tourel (5 ans de prison), Antoine Ballari (15 ans de travaux forcés) et Georges Colomba (18 mois de prison pour transport de papier duplicateur). Le réseau en question était formé pour

la plupart, de Brigadistes internationalistes et avec eux c'est une autre page qui se forme sur l'apport du mouvement communiste algérien aux luttes prolétarienne à un niveau mondial.

Il faut retenir au passage que la police fasciste française avait établi dès le mois de mars 1942, *Le Fichier communiste* qui subsistait au niveau de la 2e Section de l'Inspection générale des services de la Police judiciaire. Elle était chargée de constituer un fichier comprenant un classement alphabétique général, classé par département français, colonies comprises, les militants communistes connu et identifié et un fichier des dirigeants communistes par catégorie et par départements de résidences. Elle a été dotée d'un Service spécialisé dans « l'étude » des tracts et dans la surveillance des groupes de militants. Un des documents de cette police vichyste, a été repris sur les colonnes du quotidien colonialiste d'Alger et en voici le contenu :

> « *En raison de l'existence de la Ligne de démarcation, la direction du Parti communiste est double : Zone libre et Zone occupée.*
>
> *Au sommet se trouve un organisme directeur composé de Thorez et de Duclos, le plus souvent à l'étranger, en Suisse notamment.*
>
> *L'appareil dit du parti comprend :*
>
> - *Un comité Exécutif ;*
> - *L'Organisme de Sécurité ;*
> - *Les Représentants du Komintern.*
>
> *Au CE, trois militants :*
>
> *1 – l'ancien député du Nord, Ramette, qui est chargé du travail des masses :*

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

*2 – Dallilet, chargé des questions d'organisations ;*

*3 - Cathelas, récemment arrivé, remplissant, jusqu'au moment de tomber entre les mains de la police, les fonctions de « Responsable politique ».*

*En marge des organisations de Liaison et d'Action, sont placés des « Responsables à la sécurité » leur tâche la surveillance des militants.*

*Le Comité Exécutif se trouve en liaison directe avec les 10 régions française :*

*- Paris, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Clermont-Ferrand, Lyon, Amiens, Nantes, Rennes et Châteauroux.*

*L'Organisme se ramifie en :*

*- Secteur, Sections, Triangle locaux et Groupes de bases. »*

Aux dires du document de police fasciste, le PCF-clandestin aurait dépensait près de 70 millions de francs uniquement pour l'organisation en région parisienne.

Sur le territoire de la métropole de l'Empire colonial, les militants communistes payaient aussi le prix de la concurrence infantile entre différents groupes de la Résistance. Avant le CNR du 27/5/1943, les Partisans du PCF et sa direction clandestine ont fait l'objet d'une liquidation méthodique et si la police fasciste de Vichy est arrivée à ces « résultats » c'est aussi grâce à la collaboration, à l'infiltration et à l'esprit, malheureusement, de délation de beaucoup de Français.

C'est ainsi que le 13/5/1940, on annonce que 52 militants communistes sont passibles de la peine de mort, vont être jugés à Paris, à leur tête

Blache, le secrétaire de rédaction de *L'Humanité* et 10 autres qui seront inculpés da sabotage et provocation au sabotage du matériel construit, pour ce qui resta de *défense nationale.* Entre le mois de juillet à celui de décembre 1940, on dénombre quelques 1141 arrestations dans les rangs communistes pour la seule région de Paris. Au 10/12/1941, le nombre des arrestations atteint 1850 dans les grandes villes de la « Zone libre », après seulement 3 jours de rafles. Un chiffre qu'il faudrait ajouter à celui des 11 mille arrêtés, en 6 semaines dans le reste de la France occupée : *les épurations continuent,* écrivait avec jouissance *L'Echo d'Alger.*

Deux jours après ces arrestations, des *conseillers nationaux musulmans* venaient rendre visite aux ministres vichystes de l'Education nationale et celui de l'Agriculture. A Clermont-Ferrand, le caïd Benchiha, vice-président de la très féodale Assemblée des fellahs d'Algérie et M. Boukerdenna, grand ami du scoutisme national-fasciste afin de porter leur appui à la politique agraire et culturelle du régime de Pétain.

Vers la fin de décembre 1941, c'est au tour d'une autre frange de la féodalité coloniale, de fêter l'Aïd el-Kebir entre la Grande mosquée d'Alger, à sa tête son muphti Hamoud Hamdane et la mosquée de la Pêcherie, avec son imam Baba-Ameur, le cadi Chanderli et le conseiller Ibnou Zekri ont assistés aux cortèges de troupes musicales traditionnelles ambulantes et ceux des pauvres et démunis avec couscous pour tous. Sur un tout autre registre, c'est un des alliés du PCA au sein du Congrès musulman algérien, cheikh El-Okbi quittant l'association des Oulémas, devient président d'une association caritative nommée *El-Kheira* qui distribua le 29/3/1942 à l'occasion d'une fête musulmane, 1600 plats de coucous garnis de viande de mouton, aux « démunis ». à la cérémonie étaient présents, M. Benberkira Aissa, M. Mohamed Benbey, secrétaire général de l'association et le contrôleur générale M. Bensiam. Une généreuse affirmation de la solidarité inter-indigène, au moment où 300 militants et syndicalistes Arabes et Européens croupisses dans une mort lente dans des

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

camps de concentration du sud algérien. Nous mentionnerons que El-Okbi fut le bras droit du fondateur de l'association des Oulémas, cheikh Ben Badis, qui mourra en prison à Constantine, sous le régime de Vichy un 16/4/1940.

Au-delà de ces réjouissances coloniales, la cour martiale d'Oran avait inculpés 18 communistes sur les 21 arrêtés, de vouloir reconstituer le PCA sur le territoire de l'oranais. De 6 mois à 5 ans prisons et des amendes qui s'élèvent de 100 à 5 mille francs, à l'encontre de militants pour la plupart des réfugiés Républicains d'Espagne et membres du PCE.

A la date de cette fête du couscous de colonisés, d'autres communistes se font arrêtés sous d'autres cieux coloniaux. Ainsi, en Egypte la police féodale du *khédive* venait de découvrir plusieurs Cellules communistes militantes qui agissaient en étroite relations avec celles de Palestine, dans le cadre de la lutte commune contre le sionisme appuyait par les britanniques. On annonce que le premier responsable de ces Cellules égyptiennes « *serait un juif originaire de l'ancienne Pologne, émigré au Caire, depuis cinq ans».* En Tunisie, 7 militants communistes tunisiens ont comparu, le mois de juillet 1942, devant le Tribunal militaire de Tunis, sous « Protectorat Français » et condamnés à des peines allant jusqu'à 1o et 15 ans de travaux forcés. Certains se sont vus infligés des peines complémentaires allant jusqu'à 20 ans d'interdiction de séjour et des amendes de 2 à 50 mille francs. Les régimes féodaux des pays Arabes durant les années 40, s'alignaient autant que les pays colonialistes et fascistes sur un même objectif : briser du communisme. L'ennemi commun est le pays des Soviets et non et le fascisme militariste.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

## Alger, capitale de la France en guerre

André Marty, représentant de la résistance communiste française auprès de l'I.C., demande le 14/6/1943 au général De Gaulle de rentrer à Alger venant de Moscou via le Maroc. De gaulle est à Alger afin de lancer le CFLN. Le 28/6 arrive au Maroc un commissaire soviétique aux affaires extérieures, Mirkievitch qui représentera l'URSS comme observateur militaire auprès des forces anglo-américaines d'Afrique du Nord. Pour les communistes de France et d'Algérie la présence d'un tel représentant des soviets est une garantie politique d'un poids diplomatique conséquent. Le 14/7/ de cette année est pompeusement fêté avec un gigantesque défilé militaire de l'armée coloniale d'Afrique du général Juin. Le général Giraud lui commande le Comité Français de Libération Nationale et Guy Menant est nommé secrétaire général de la France combattante en Afrique du Nord.

La fête de la prise de la Bastille n'intéresse nullement les colonisés qui n'ont pas été trop convié à une cérémonie franco-française, mais c'est encore le PCA, à travers son secrétaire Amar Ouzegane, qui prendra la parole en déclarant notamment que : « *le peuple algérien participant tout aux côtés de la France et des Nations-Unies à cette guerre juste, à cette lutte sacrée contre le fascisme* ». C'est bien Ouzegane qui, au mois de novembre 1943, représentera le PCA à la Conférence nationale du PC Tunisien. Il sera aux côtés des français, Lucien Midol et Vincent Barel à la salle Maltaise de Tunis. Une participation bien encombrante si nous savons qu'au mois de septembre, le secrétaire générale du PCT, le tunisien Ali Djerad avait été condamné à être interné dans un camp de concentration du sud tunisien, pour avoir adressé au résidant général de la France colonial une lettre

avec des termes jugés injurieux. La participation du PCA est tout à fait déplacée du fait qu'aucune motion n'a été signalée sur une quelconque solidarité avec le camarade détenu arbitrairement. Les représentants de la Résistance française en Algérie, continuaient à affirmer *leur volonté d'unir les masses populaires dans l'action pour écraser l'hitlérisme et le fascisme* afin de libérer une France crucifiée.

Le PCA continu à soutenir la thèse anti- léniniste que seule une fraternité entre les peuples de France et ceux d'Algérie, de Tunisie et du Maroc pouvaient établir une *vraie démocratie dirigée vers un avenir heureux*. Le 5/12/1943, une autre aberration politique et idéologique aura lieu à la salle de l'Empire-Cinéma de Blida, où Larbi Bouhali, secrétaire du parti algérien, en compagnie d'André Marty et de François Billoux, cet ancien détenus de la prison d'El-Harrach (Maison-Carrée) et secrétaire de la délégation du CC du PCF en Afrique du Nord, s'adressait à un *peuple algérien toujours fraternel*.

Du 14 au 15/8/1943, le PCA réuni sa conférence centrale au Foyer Municipale de l'Hussein-Dey à Alger, qui aurait été précédée de conférences régionales, assemblées générales, réunions de cellules, de sections et au niveau des trois départements d'une façon « démocratique ». Mais à quel moment et avec quels militants ? Une question à laquelle il semble très difficile d'y répondre dans le contexte où l'administration de Vichy, en Algérie, n'a pas été totalement épurée et que beaucoup de militants communistes sont restée encore internés dans les camps du sud. Les réunions avaient débutée le 1/8/1943 et avaient pour thème, *Unir le peuple algérien pour l'écrasement du fascisme*. Larbi Bouhali présenta un rapport dans lequel il présenta avec insistance l'idée de la participation du peuple algérien, pour la liberté. Paul Caballero présidait ladite conférence, représentant la région d'Alger et développant les thèses du BP du PCF présent, pour la plupart et avec force à Alger.

Jacques Jurquet juge cette rencontre comme une double imposture par rapport à une liberté qui n'a jamais eu lieu, ni pour le peuple algérien ni celui de France. Larbi Bouhali avait présentés le rapport politique et Amar Ouzegane, celui de l'organisation. Le rapport d'activités était celui de Nicolas Zanettacci, dit Zanett. La conférence était celle de l'union sans distinction de race ou de religion, occultant la contradiction de l'heure entre colonisateurs et colonisés. Elle ne répondait nullement aux aspirations des millions d'algériens et faisant abstraction de la lutte anticapitaliste en France, qui reste le principal promoteur de cette guerre impérialiste dont l'Afrique du Nord payera un lourd tribun. Les communistes algériens avaient raté un autre rendez-vous avec l'histoire, de mener une révolution nationale anticolonialiste à un moment où les contradictions inter-capitalistes s'affrontaient militairement avec les peuples, comme chairs à canons. S'ils étaient beaucoup moins nombreux, les militants communistes algériens, non-européens, sont tombés dans les illusions de leurs ainés, ces « militants évolués » des années 1920, ainsi que ceux qui ont soutenus le Front populaire et le projet Blum-Violette. C'est certainement avec justesse que Jacques Jurquet utilisait le terme « d'imposture fondamentale », vis-à-vis du mouvement communiste en Algérie. Il y a certes, lieu de mentionner le suivisme du parti algérien envers son « frère français » avec beaucoup d'allégeance qui se poursuit de nos jours encore et c'est l'ex- premier secrétaire du PAGS qui intervient sur les colonnes de *L'Humanité* du 14/3/2019, sur les événements politiques en Algérie.

Le quotidien l'*Humanité* du 4/9/1944 titré il faut rapatrier immédiatement les élus et militants communistes déportés en Algérie. Le 3/91944, 16 membres de l'Assemblée consultative française sont arrivés à Paris, parmi eux André Marty et Florimond Bonté, député de Paris, Etienne Fajon, député de la Seine, tout trois membres du CC du PCF, ainsi que Fayet, secrétaire de l'Union des syndicats d'Algérie.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

Au soir du 23/8/ 1944, le PCA s'associe à la délégation municipale d'Alger et à l'Union des syndicats afin d'organiser une grande manifestation inaugurale de la rue Pierre Bernard (de la 2e Brigade française libre, mort au combat en Tunisie, le 11/5/1943). Le journal note qu'il reste encore 16 autres députés communistes dont Bartolini, député de Toulon qui est bloqué en Corse et qu'il en Algérie plus de 300 militants, déportés par Vichy, parmi eux des secrétaires de Fédérations syndicales dont Finck, du syndicat des produits chimiques, de nombreux maires de la région parisienne, tel que Peyronnet, maire de Bezons, en plus des élus municipaux et syndicaux et les membres des familles de « camarades » déportés. Ceux du PCF bien sûr. Aucun nom sur les « camarades » du PCA n'est cité.

Les trois années vécues par les militants et cadres communistes algériens dans les camps et prisons de Vichy, ont été certainement marquées par la solidarité idéologique et la formation politique des militants européens. Les militants communistes nationaux devaient leur formation de base au PCF, autant que leurs capacités organisationnelle. Mais le parti de Maurice Thorez avait, dans la pratique, une hautaine considération pour le PCA et ses militants et que son expérience et ses prérogatives étaient d'accompagner le parti algérien et non de l'aider à s'autonomiser organiquement et politiquement.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

**Autour d'Abderrahmane Bouchama**

Le supplément *Saut Al-Chaâb*, organe central du PAGS, en date du11/6/1984 (n°121), annonce la mort du hadj Abderrahmane Bouchama, architecte et inventeur, mais aussi membre fondateur du PCA en 1936. Il se réclamait dès les 1920, des idées communistes, étant natif de Blida, il côtoyait le militant Ahmed Mahmoudi. Les deux se font connaître par leur soutien à la grève des cigarières algériennes.

Fils de caid, il part en France afin de terminer ses études supérieures et s'installe à Nantes. Dans cette ville, il décide d'adhérer au PCF. De retour en Algérie, il s'installe à Tlemcen comme architecte-géomètre. Il sera le concepteur de la *Maison de la Tradition prophétique musulmane,* dans un milieu socioculturel marqué par une forte religiosité judéo-islamique et une forte présence de l'Association des Oulémas avec Larbi Tébessi, dès 1930.

Tlemcen, cité du conservatisme social et religieux verra la multiplication des mouvements nationalistes, entre les modérés de la Fédération des Elus musulmans, les Oulémas et les Messalistes de l'ENA-PPA. C'est dans ce contexte que l'architecte Bouchama a été marqué par un rapprochement entre les principes religieux de l'islam et ceux du communisme.

Après la seconde guerre impérialiste, Bouchama s'installe à Alger et ouvre son cabinet d'architecte à Bab El-Oued. Au 5e congrès du PCA, qui a eu lieu du 26 au 29/5/1949, il sera élu au CC, mais demeure très attaché au rapprochement PCA-Oulémas. L'homme aux sept pèlerinages à La Mecque, deviendra en 1950, un activiste au Comité algérien du Mouvement de la paix, puis son représentant au niveau de l'instance mondiale.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

A la veille du 1er novembre 1954, Bouchama sera arrêté et interné au camp du Bossuet dont il ne sera libéré qu'au printemps 1962. à Tlemcen, c'est le journal du Parti populaire Français (PPF) d'Oran, *L'Oranais populaire* (13/11/1937), qui dans un article intitulé « *Des musulmans vous parlent...* » On relève l'apparition du nom d'Abderrahmane Bouchama, qualifié d'ingénieure, licencié de mathématiques rt architecte aux côtés du vice-président « de *la secte des oulémas* », selon le journal fasciste, cheikh Brahimi.

En tant que l'un des dirigeants du congrès musulman algérien à Tlemcen, il dira avec une manière ironique, que « *je suis un peu Breton* », avant de poursuivre, « *je vais vous dire une seule chose. Plus de 700 familles se coucheront, ce soir, à Tlemcen, sans avoir diné* ». Sans être à aucun moment, présenté comme militant du Parti communiste, il ajoutera que « *depuis le début de la crise, la situation des indigènes était critique. Depuis l'augmentation du coût de la vie, elles devenue tragique »*. Sur la démission du cheikh Bachir Brahimi du CMA, Bouchama précisera que c'est une simple raison d'ordre intérieur et que sur la question du vote pour le projet Blum-Violette, il y a « *tout d'abord, et surtout, la suppression de ce qui reste du Code de l'indigénat et du décret Régnier* » et que « *le projet Blum-Violette est loin de nous donner satisfaction... on verra plus tard. Ce qui importe surtout, c'est l'assimilation, c'est l'assimilation* ».

Dans L'Humanité du 10/6/1936, nous pouvions lire un article bien élogieux sur le « magnifique succès du Congrès musulman algérien » qui a eu lieu à Alger et où

> « *5000 délégués ont demandé l'octroi des droits civiques et politiques aux Algériens musulmans avec maintien du statut personnel, et la représentation parlementaire avec un collège électoral unique et le suffrage universel* ».

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

Le 28/2/1938, le PCA est en plein front électoral avec des listes dites d'Union populaire entre socialistes, musulmans modérés et des élus indépendants. Il ne cessera de porter toute son attention et à travers son travail de masse, autour de questions de réformes de la vie politique et sociale omettant la question coloniale.

Ce qui est inquiétant dans ce qui a été cité est cette insistance et sur un journal fasciste, sur la question « d'assimilation » en rapport avec la ligne « communiste » du PCA. Le dessus nous nous interrogeons sur la formation idéologique et politique qu'avait reçue M. Bouchama lors de son séjour à la Polytech de Nantes. De même qu'il n'est plus surprenant aux vues de ses réalisations architecturales, versant dans l'art de l'islam, donc du religieux et de l'idéalisme. Celui qui voulait être un physicien, se trouvant exclus de l'examen de passage pour son appartenance « raçiale » montre un certain engouement pour la pensée phénoménologique beaucoup plus que marxiste-léniniste. L'idéalisme mécaniste qui traverse ses écrits ultérieur, montre un niveau idéologique qui laisse à désirer, même si le PAGS voulait faire de lui « le Langevin algérien ».

La revue théorique du « parti-frère » Français, *La Pensée* (n° 145 juin 1969) avait signalé et de la plume du botaniste et spécialiste de la biologie de Madagascar, Pierre Boiteau, l'ouvrage, paru en Algérie, intitulé *Mouvements pensants et matière. Il a été* qualifié d'ouvrage qui « *n'est ni un taroté scientifique, ni un essai sur la philosophie des sciences* », mais une suite de réflexions rédigées « en un premier jet » et faisant suite à des discussions et prises de notes lors de débats que Bouchama avait eu avec des camarades du Parti durant sa longue détention entre 1954 et 1962. Entre le docteur Temsit et le secrétaire du PCA, René Justrabo jaillissait cette vérité sur une matière en mouvement ou « *comme on dit « l'énergie », serait le fond commun de toute chose »*.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

**Islam « marxisant » et idéalisme de Bouchama**

Abderrahmane Bouchama moins subtile que Bachir Hadj-Ali, est un pur produit de son vécu social et culturel. Le communisme n'est pas une croyance, c'est une conviction et la formation idéologique qu'il reçut de la part de ses instructeurs du PCF, s'est toujours confrontée aux contradictions sociales, économiques et culturelles que traversait tout lettré algérien en situation de colonisé. La formation de polytechnicien faisait d lui un « cadre assimilé » de la colonisation, une individualisé hors-norme au milieu de ses concitoyens « indigène musulmans », un privilège de classe qui le draina vers la mouvance réformiste et religieuse à travers laquelle, il croyait voire une « révolution culturelle » d'éveil social et politique dans une société de misère colonialiste.

Abderrahmane Bouchama n'arrivait pas à imposer le discours bien clair du communiste selon la tradition de la formation bolchévique, et le discours réformiste et paternaliste du PCF n'aidait en rien une quelconque prise de conscience de classe. Bouchama est de tout temps présent aux meetings du CMA, avec ses revendications assimilationniste au sein d'un jeu de « démocratie coloniale », le cheval de bataille du PCA aussi.

Le fils du cadi de Blida et Chevalier de La légion d'honneur en 1931, Mohamed ben Ahmed Bouchama, était parmi la délégation du CMA qui s'est entretenue à Paris avec M. Maurice Violette le 17/8/1931 te porteuse d'une charte revendicative élaborée par le comité exécutif du congrès dont le PCA est partie prenante. L'architecte qui « *consacra ses talents à la renaissance et à la conservation de l'art architectural arabe et musulman »,* selon la direction du PAGS, est celui qui réalisa les hauts lieux du futur islamisme des années 1980-1990, en tête l'Institut des sciences sociales (devenus islamiques) cu Caroubier à Alger. Pour la mosquée de Bida, l'histoire récente du FIS est là pour démontrer que les attitudes réformistes

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

ont leurs limites face au déferlement des idéologies réactionnaires et rejoignent, d'une façon ou d'une les thèses bourgeoises du capital.

Parmi ses écrits, nous relevons : *Mouvements pensants et matière*, Alger, SNED, 1968 et *La grandeur de l'unité*, Alger, SNED, 1976. Dans ce dernier et à travers 15 chapitres et 175 pages, il est question de « *l'unité du monde* » (p.5) au sein de laquelle réside « le dynamisme inhérent de l'univers », selon Bouchama qui rappelle que le mouvement de la matière et les différents phénomènes ayant trait à la nature se manifestent « *d'une seule et même façon en tout lieu et en tout temps* » (p.7).

Il considère « *l'évolution de la vie dans son ensemble est une* » et que la découverte scientifique « *s'érige en vérité absolue, au côté des autres vérités* » (p.15). la question que soulève l'auteur est comme suite :

> « *N'est-il pas plus indiqué de considérer le phénomène dans son unité et la totalité de son mouvement, si l'on tient à son saisir les tenants et aboutissants* » (p.28)

En guise de réponse, l'auteur introduit avec redondance le terme « perpétuel » afin d'introduire à partir du chapitre 3, une lecture de la relation Homme/Science en mentionnant les sciences, dites exactes et en notant que le savant « *ne sait à quel saint se vouer* » en se déchirant entre hasard, fatalité et providence et

> « *Par leur idéalisme outrancier, leur fixisme, les incertitudes de leur langage et voire, les puérilités de leur comportement, les tenants de l'idée de Dieu, ont paradoxalement, peu contribué à l'asseoir sur des bases irrécusables.* » (p. 30).

Pour lui, la science exacte se met au service du métaphysique pour étayer, pierre par pierre « *les fondements les plus objectifs et les plus sûrs* » (p. 30). Cette

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

science s'exécute, selon lui, par « *un cheminement détourné, mais bien plus laborieux et convaincant* ».

La vérité selon le hadj Bouchama se

> « *Développe sous une âpre lutte contre elle, parvient à l'équivaloir, la dépasser et la domine, puis se retourne sur elle, pour la prendre en charge et la confirmer à un niveau supérieur* » (p. 31).

Ce niveau est celui de la connaissance suprême (Bouchama), celle qui atteint *l'énergie* animant les infimes composant de la matière, qui « *prend une éthérification extrême ; sinon une absolue homogénéité* » (p. 31).

En abordant le vif du sujet, tel qu'il est considéré par Bouchama, il est question d'insertion de citations du Coran afin de mieux démontrer que le « *miracle est alors complet* » (p. 32), celui de l'accumulation, du bond et de la différenciation successives du quantitatif vers le qualitatif.

Les vérités selon Bouchama sont désormais séculaires du temps de la « révolution » que la « *science exacte formule aujourd'hui sous d'autres vocables et dans le cadre d'une certaine restriction encore discutable* » (p. 32). Le verset coranique devient chez Bouchama, le support même de la vérification des lois de la dialectique et non la recherche et la réflexion scientifique et matérialiste du fait concret. Abderrahmane Bouchama poursuivant dans son charlatanisme philologique plutôt que philosophique, en prospectant dans ce qu'il appelle la « *dialectique coranique* » qu'il estime comme « *l'ultime dialectique* » (p.33) et donnant comme exemple, le verset sur la création des sept cieux et sept terres, dont la loi « *régit la nature entière et procède comme on peut s'en rendre compte, d'abord par une phase de génération courte en durée relative* » (p. 33).

La réflexion pour ce dirigeant du PCA-PAGS, réside dans ce qu'il appelle, le langage coranique qui pose par sa soi-disant, *pércutance,* une réelle incapacité à déterrer les secrets de la création. Et le charlatanisme se poursuit autour d'une pseudo-dialectique de l'homme et de la nature qui se retrouve dans « *l'unicité absolue des modes* » (p. 36) et la dialectique marxiste et matérialiste, s'associe enfin chez Bouchama en une dialectique de l'Unicité, de l'élévation suprême, qui part à la recherche d'un Dieu toujours plus grand mais, tout d'abord par l'Homme comme individu. Pour ce fondateur du PCA, la meilleure manière de mieux se convaincre de la grandeur de cette Unicité du monde, passe à travers les cent cinquante fois de clamassions par jour.

Bouchama devient un digne continuateur de la roublardise idéologique et pseudo-marxiste d'André Moine sur la question religieuse. Le permanent du PCA et membre du BP du PAGS révisionniste, se transforme dans le discours de la base militante des années 1970-1980, en un des promoteurs de la « gauche islamique » faisant du prophète de l'islam, un révolutionnaire de la première heure, d'un de ses apôtres, Abu Dhar el-Ghifari, un Che Guevara de l'Arabie islamisée, tout comme le Messie du christianisme qui devint dans le discours politique du Fatah-Conseil Révolutionnaire d'Abou-Nidal, le premier Fidayîn palestinien !

De cette *dialectique de l'unicité,* les militants du PCA-PAGS découleront les thèses de l'islam des déshérités qui a vu le jour en plein congrès de la jeunesse du Parti FLN en 1975. Les volontaires de la Révolution agraire du temps du régime du colonel Boumediene, affilés au PCA-PAGS sous le slogan et la tâche de l'heure d'apporter « un soutien critique » à la bourgeoisie dite nationale au pouvoir depuis l'été 1962.

A la fin de son texte de Bouchama, toujours en citant un verset coranique, notait que :

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

> « *L'on peut crier au miracle et à la révélation et tomber à genoux, ou bien s'entretenir au strict contact des faits ou bien rester à jamais sourd, muet et aveugle, sans rédemption possible, mais à la vérité, le miracle est un et une est la révélation* » (p. 175).

C'est bien cette imposture idéologique qui a fini par alimenter l'idéologie islamiste, au-lieu de se repositionner sur des questions de lutte des classes au sein même d'un Parti qui avait besoin d'épurations et de réorganisation. Le PCA-PAGS préféra la continuité et la linéarité dans la civilité « Rouge-verte » à un nationalisme, déjà islamisé, dès 1930.

Il n'est plus question d'évoquer des « erreurs d'ordre tactiques », mais de délires et déviations stratégiques que les « communistes » algériens ont adoptés depuis 1936, en passant par cette alliance petite-bourgeoise avec le CMA et leur latente contribution à la lutte armée anticolonialiste (alors qu'il était de leur devoir et leur tâche de la mener). Ceci dura jusqu'aux élections municipales de 1990, ce qui emmena l'ex-Premier secrétaire du parti révisionniste a adopté une attitude « *compréhensive devant l'islamisme en tant que phénomène ancré dans la société algérienne* » en faisant un sordide parallèle entre les bourreaux réactionnaires et leurs victimes.

Relire aujourd'hui les écrits d'un Abderrahmane Bouchama, Sadek Hadjerès ou d'un Bachir Hadj-Ali (le politique), à la lumière des transgressions du mouvement du révisionnisme communiste, est une question fondamentale de l'ordre de la lutte idéologique et de son approfondissement théorique et pratique, contre les tenants du néolibéralisme en Algérie.

**Autour d'un idéologue : Bachir Hadj Ali**

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

Loin du poète se dissimule un esprit fin, un idéologue de talent reconnu pour une maitrise du verbe, Bachir Hadj Ali (BHA) est le politique qui montra une certaine lucidité dans l'adhésion aux thèses révisionnistes, utilisant une réflexion qui se veut « nationale » sans aller au-delà des limites de la conception déviationniste. Nous n'ignorons pas qu'il fut, à l'instar de tous les dirigeants et cadres du PCA-PAGS, imprégné par la formation politique de cette école idéologique du PCF et son instructeur permanent en Algérie, André Moine. Ce dernier, qui avait publié dans l'organe du PCA, *Liberté,* un ensemble d'articles sur le « Parti », réunis par la suite sous forme de brochure intitulée *Problèmes de parti* datée du mois de septembre 1953. Le document en question nous éclair et dès les premières lignes, de cette confusion idéologique qu'avaient les « communistes » algériens sur la question nationale. Nous lisons :

> « *En Algérie, ces problèmes* (de formations et d'édifications du Parti) *sont rendus très complexes par son caractère de nation en formation (…) C'est pourquoi nous avons jugés utile de rassembler et de publier sous forme d'une petite brochure les articles parus depuis quelques mois dans LIBERTE sous la signature du camarade A. Moine, secrétaire du parti. »*

Sur cette question nous reviendrons plus amplement, plus loin. Membre du PCA depuis la fin de 1945, devenant secrétaire du Parti, avec Sadek Hadjerès, à partir de 1952 et s'est considéré comme un « réformateur » du Parti sur tous les plans, surtout durant la période d'avant le coup d'Etat du 19 juin 1965. C'est le même rôle qu'il reprendra après sa libération des geôles et sa mise en résidence surveillé, à partir de 1974 avec la conduite du PAGS vers une politique de suivisme idéologique et politique vis-à-vis du pouvoir du colonel Boumediene.

Les écrits et les orientations politiques et idéologiques, se feront sur la base des thèses promulguées par les XXe et XXIe congrès du PCUS et

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

déjà, durant la guerre de libération. En parcourant ces publications, nous relevons une adhésion claire à ce charlatanisme anti-marxiste-léniniste qui a porté un rude coup à la pensée révolutionnaire dans l'ensemble de la pratique politique en Algérie, mis à part les forces réactionnaires et libérales.

BHA est considéré dans les milieux déviationnistes algériens, comme le chantre de la critique et l'autocritique. Mais à lire ses écrits politiques, nous relevons cette tentative de vouloir réinterpréter les principes fondamentaux de la science marxiste-léniniste à la seule « lumière » du faux-rapport Khrouchtchev. Les questions culturelles l'étape politique d'après 1962 et la question religieuse, deviennent une référence à une prétendue critique et autocritique instaurés par le poète-militant et s'instaurant comme un enseignement au sein du PCA-PAGS.

C'est lors d'une conférence internationale, organisée par *La Nouvelle Revue Internationale* à Berlin-Est du 25 au 29/9/1964, que BHA expose sa critique et autocritique en évoquant le rôle de la 3e Internationale et le développement des mouvements de libération nationale. Il a certes, souligné

> « *L'apport considérable de la IIIe Internationale* » en relevant « *les faiblesses de cette institution à sous-estimer le mouvement de libération nationale des colonies au sein de la classe ouvrière des pays capitalistes* » et « *la sous-estimation du mouvement national dans les partis marxistes des pays colonisés* », tout en infligeant à cette institution révolutionnaire internationale des « *erreurs* » et des « *insuffisances* » dues essentiellement « *au dogmatisme de la période du culte de la personnalité de Staline* ».

Explication tout au plus idéaliste à vouloir traduire les échecs des partis « marxistes » et non communistes par une seule et unique cause, et l'on

se demande pourquoi le PCA-PAGS a délibérément occulté les lettres du PC Chinois et Albanais adressées aux XXe et XXIIe congrès du PCUS. Pourtant Larbi Bouhali, responsable de la direction extérieur du parti algérien à Moscou tout comme à Prague, était destinataire de ces documents. Les propos de BHA en 1964 ne faisaient que rejoindre ceux du PCUS et donc un alignement pur et simple sur les thèses moscovites, antimarxiste et antibolchéviques.

L'ancienne militante et membre du CC du PCA, Baya Bouhoune-Allaouchiche, avait remarqué lucidement :

> « *Qu'un esprit de parti encore trop rigide y entrave sur plusieurs points l'avancée autocritique des communistes algériens dans leur marche vers la découverte des erreurs fondamentales passées de leur part.* »

Une tentative de réajuster les dérives du PCA-PAGS a été élaboré au n°7 de *Révolution socialiste* (1972), une revue clandestine d'ordre politique, idéologique et culturelle. Le numéro en question avait fait l'objet d'une approche critique de la part du Parti de la révolution Socialiste (PRS), dans son organe *El-Jarida*.

Extrait de :

> *Les Roublards du PCF & la Révolution Algérienne (1954-1962)*, Freddy Malot – septembre 2000. Éditions de l'Évidence — 2010.
>
> **Le P.R.S. (Parti de la Révolution Socialiste)**
>
> **Mohammed Boudiaf – 1974**
>
> M. Boudiaf est l'un des « six » qui ont lancé la guerre d'indépendance en 1954. *El Jarida* est le journal du P.R.S.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

> ***« Nous n'avons jamais accordé crédit aux « communistes » du PCA (ni à son produit de remplacement, le PAGS). Dans les pays arabes, les « partis communistes » sont les représentants de la petite bourgeoisie bureaucratique. En Algérie, « gauche » du FLN sous Ben Bella et fraction "progressiste" du pouvoir sous Boumediene, sont la base de classe du mouvement révisionniste (Khrouchtchévien), remplaçant après l'indépendance le milieu "petit blanc" du peuplement européen ».***
>
> ***« Il est remarquable que le PCA (puis le PAGS) propose toujours des fronts, démocratiques ou autres, et que le seul front où il ait été absent soit le FLN. Il est vrai qu'il s'est dissous, mais après l'indépendance, dans le "FLN" de Ben Bella ».***
>
> ***« À côté de quelques algériens (intellectuels et employés mensualistes des services publics), le PCA recrutait surtout des européens, recrutés dans le milieu « petit blanc » qui fournira les troupes de l'OAS ».***

Il est un peu fort de partager un tel rapport entre « militants communistes européens d'Algérie » et enfants de colons fascistes membres de l'OAS, sachant qu'en 1979, le même Boudiaf en « liquidant » l'héritage militant du PRS et sous pression du roi du Makhzen marocain, il avait mis en danger la vie de centaines de militants clandestins en Algérie.

**BHA et la question nationale**

La question nationale en Algérie et le mouvement communiste dépasse de loin le seul exemple de l'auteur de *Chants pour le 11 décembre,* mais relève de l'approche d'un ensemble de questions fondamentales de l'ordre de la théorie communiste et de son histoire.

La conception de BHA est une constante teintée de la nouvelle conception révisionniste soviétique étrangère à la vision de lutte des classes. La conception léniniste de la question nationale distingue entre l'origine européenne de la question dont le but est d'instaurer « *l'indépendance politique d'une nation opprimée, c'est-à-dire de créer un Etat national qui lui soit propre »,* et la nature de cette même question lors de la lutte menée par les nations opprimées contre les puissances impérialistes colonisatrices qui prend le statut de guerre de libération nationale. Dans ce cas, la guerre n'est pas impérialiste mais nationale, et dès lors, les mots d'ordre de défense de la patrie pas une tromperie pour le prolétariat, celui-ci ne doit pas être contre cette guerre dite nationale qui prône l'indépendance nationale par la Révolution anti-impérialiste. Le contraire serait la position qu'entretenait le PCF à travers sa ligne pan- colonialiste.

Au sein du PCA (1936-1962), il y aurait eu un seul et court moment de son histoire où la ligne anticolonialiste et de libération nationale ait été confirmé entre 1940 et 1942 sous l'égide d'une direction « algérienne » du Parti, à sa tête Ahmed Smaili. Le reste du temps, le Parti était sous l'influence directe ou indirecte du PCF et de sa ligne réformiste et électoraliste. C'est au 3e Congrès du PCA que le social-démocratisme s'affirme comme idéologie de la pratique politique de ce parti encore à majorité « européenne », puisant toutes les énergies militantes dans les campagnes électorales qui ne font qu'assoir le pouvoir de 'administration coloniale.

Au mois d'avril 1955 et une année après le déclenchement de l'insurrection armée, le PCA est en plein élections cantonales, à travers la motion

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

des 61 élus du 2e Collège et avec un seul élu du 1er Collège (Justrabo). Il constatera de lui-même, le 26/9/1955, que :

> « *L'immense majorité des populations est pleinement acquise à l'idée national algérienne… Les élus soussignés qu'ils croient de leur devoir d'orienter leur action vers la réalisation de cette aspiration.* »

Le 7/1/1956, il tente de demander avec d'autres partis algériens :

> « *La reconnaissance solennelle et sans détour de la libre existence de la nation algérienne, ainsi que sa personnalité spécifique, son gouvernement national, son Assemblée législative souveraine.* »

Se détournant une fois de plus, de la réalité du terrain de la lutte des classes et des aspirations du moment, le PCA de BHA évoque la création d'un Front national démocratique algérien et cela dès le 1 janvier 1953 et dont le programme reste, encore une fois, ambiguë sur la question nationale. Et les tergiversations politiques du Parti ont créés un sentiment de profonde rupture entre les masses laborieuses et la structure politique sensée être leur aspiration. Lorsque le PPA organisa un Comité d'aide à la Palestine, le PCA s'enterra dans l'idée de considérer ce genres d'activités comme « *pouvant aboutir à dresser les uns contre les autres les divers éléments de nos populations au seul profit du colonialisme* », puisque la « théorie nationale » du parti était celle de considérer l'élément ethno-religieux comme composant du « peuple d'Algérie » et non un fait de colonisation de peuplement.

Pour ce qui est de sa position envers la lutte armée pour la libération nationale, il suffit de lire les propos de Boualem Khalfa, membre du BP du PCA à cette époque, qui traduit réellement le sentiment dominant alors au sein de la direction du parti :

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

> « *Je me souviens qu'à une séance du BP, nous avions dit qu'il fallait préparer le terrain politique à la lutte armée, mais à cause de la division au sein du MTLD et du mouvement national en général, de la tendance à la compromission qui se manifestait de plus en plus à la fois au sein de l'UDMA, et au sein des centralistes (…) Du point de vue organisationnel, il n'apparaissait pas que c'était un climat favorable au développement de la lutte armée.* »

Effectivement, il fallait connaitre admirablement son terrain de classes pour passer sous silence cette dynamique sociale qui grondée fortement depuis le génocide du mai 1945 et ce sursaut traumatique qui évoluait au sein des nouvelles générations qui commençaient à s'organiser en cellules armées depuis 1946, au sein de l'Organisation Spéciale (OS). Et pourtant à la tête de cette organisation armée, un forgeron du PPA et sympathisant du PCA grâce à ces liens avec l'initiateur du PNR, Belarbi, dit « Boualem ». Le jeune leader se sépare de son parti électoraliste, le PPA-MTLD est forme le noyau combattant de la futur ALN.

Le PCA lui, continuait dans sa comptabilité des voix électorales, c'est ainsi que le CC des 21 et 22/7/1946, indique que :

> « *Le PCA ayant reculé sur sa propre ligne en estompant sa position nationale, comme le constata le CC des 20 et 21/7, il apparait un parti non algérien, et ses suffrages tombèrent de 135000 à 53000 voix au profil des Amis du Manifeste.* »

Pourtant la question de l'émergence du sentiment fortement national était visible à l'œil nu, mais seul le parti communiste ne le voyait venir. Le secrétaire du PCA, l'ex-responsable de l'appareil clandestin du même parti, François Caballero, déclarait devant le 10e Congrès du PCF (juin 1945), que :

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

> « *Qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer notre cheval borgne, par un cheval aveugle.* »

C'est ce même PCA qui, en juillet 1946, revendiquait une Assemblée et un mouvement algérien, avec la représentation de la République française pour les questions intéressant les affaires étrangères et la Défense nationale.

La critique que porte BHA sur les positions conçues comme erronées du PCA, apparaissent dans ses écrits ultérieurs aux évènements vécus par ce parti et sèment encore plus de confusion sur le plan théorique. Dans *Essai sur l'histoire du mouvement ouvrier de 1920 à 1954*, que les questions de ce déviationnisme sont un plus explicite. Le document date de la période de la constitution du PAGS et les conclusions que tire l'auteur du mouvement ouvrier laissent entendre une continuité dans les analyses antimarxistes de ce parti.

La première grande « leçon » écrit BHA en page 46, est que,

> « *Les erreurs d'un parti marxiste-léniniste ne mettent pas en cause les fondements du socialisme scientifique, guide pour l'action ; ces erreurs proviennent de l'application dogmatique et révisionniste du marxisme-léninisme, de la méconnaissance de la situation concrète.* »

Un parti marxiste-léniniste ouvre, certes, droit à des erreurs dans le cadre de sa pratique politique et idéologique quotidienne afin de ce corriger en permanence. Entendons par erreurs, le seul ordre des appréciations dans des situations concrètes, de l'ordre de la tactique qui mènent à un conformisme petit-bourgeois, mais non des erreurs de l'ordre de la stratégie

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

globale du parti communiste en encourageant, en permanence, les déviations idéologiques, nourris par des comportements, action et remise en cause des fondements même de la science politique du communisme.

Avant la mort de Staline, le 5/11/1952, le PCA adresse un *Mémoire* sur l'Algérie, en direction du gouvernement et aux parlementaires français, lors de la VIIe Session de l'ONU et dans lequel il présente le constat suivant :

> « *1) De l'originalité nationale algérienne qui est déjà un progrès par rapport à celui de « nation en formation » ;*
>
> *2) Et d'une certaine égalité souhaitée des droits des peuples Algériens et Français. »*

L'Algérie du PCA de BHA reste encore, cette contrée de deux peuples, un Algérien indigène et un Français européen qui finalise une formation « historique » des vingt nations de Maurice Thorez ! Au XIIIe congrès du PCF, BHA intervenant en tant que secrétaire du parti algérien, souligne que la tâche historique des communistes algériens est « *de leur plus et ferme drapeau de la lutte pour l'indépendance nationale et les libertés »,* un combat national, non anticolonialiste, mais un combat qui s'enferme dans le triomphe des idées, dites démocratiques en termes pacifiques et d'éloigner toute forme de violence révolutionnaire qui reste la seule voie à l'indépendance politique. Le triomphe du PCA est celui qui se réalise dans,

> « *L'action, (en forgeant) un Front national démocratique algérien rassemblant communistes, nationalistes, progressistes, Européens et Musulmans… ».*

Tout en poursuivant son intervention, BHA porte un coup de bâtonner aux « *Manifestations d'étroitesse nationale ou de chauvinisme préjudiciable à la cause algérienne. »*

La lutte du peuple algérien colonisé est porté au stade d'une lutte pour la démocratie et des libertés, une lutte qui ne peut aboutir sans l'appui des peuples libres « *à leur le grand Union Soviétique* ». Désormais, aucun peuple « *ne peut accéder à sa véritable indépendance hors du camp démocratique et anti-impérialiste.* » le PCA devrait-il attendre l'intervention de l'URSS dans le processus d'indépendance nationale algérienne ou est-ce une manœuvre d'aveugle d'ignorer la réalité qui s'annonce.

Le Front Algérien pour la Défense et le Respect des Libertés (Front de la liberté) qu'avait lancé le PCA, ne voyait qu'un seul réel qui pointait sur l'avenir d'un pays colonisé : l'importance des changements politiques qui se sont produits. Lesquelles ?

L'avancée des nationalistes sur le plan des revendications sociales et politiques à côté du mot d'ordre de libération nationale. Le PCA relève et les nationalistes avancent. Le Front de la liberté en question, lancé lors du Vie Congrès du PCA est une véritable rupture des communistes algériens vis-à-vis de la question fondamentalement nationale. La révolution nationale armée a été totalement occultée de la stratégie du parti de la classe ouvrière en Algérie.

Du 21 au 23/2/1952, le dernier congrès du PCA continuait à brosser une analyse politique nationale et internationale qui ne correspond nullement aux intérêts immédiats du peuple algérien. Et dans toute l'histoire du mouvement communiste algérien, il est important de signaler le rôle de cette « Ecole » des Brigades Internationales est son apport à la formation d'une conscience révolutionnaire parmi certains militants du parti communiste.

**BHA et la question religieuse**

Quelques mots sur la position de cet idéologue révisionniste sur la question religieuse en Algérie, notamment l'islam, montre trois aspects :

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

1. La non opposition entre socialisme et islam ;

2. Existence d'un « Islam progressiste » et l'autre « réactionnaire » ;

3. Enfin, la critique autour d'un prétendu renouvellement politico-idéologique de ce même « islam réactionnaire ».

Lors d'une interview qu'il donna en 1964 au quotidien du PC Italien, *L'Unita,* (que nous reproduisons à la suite de cette réflexion), BHA formula le rapprochement entre le projet socialiste et croyance, comme suite :

> « *Il est possible d'aller au socialisme avec le capital dans une main et le coran dans une autre* ».

Une vision que confirme un peu plus, un autre document du même auteur et intitulé *L'Algérie en marche vers le socialisme* (1963), identifiant croyance religieuse et aspiration des masses populaires à la justice sociale à travers l'islam, qui :

> « *Continue à se fondre aujourd'hui avec les aspirations progressistes des masses, d'autant que nos masses ouvrières et paysannes, portées à jouer sur les réalisations concrètes, ne sont pas, bien qu'étant fortement croyantes, une proie facile pour les mystifications antisocialistes à partir d'arguments religieux. (…) Pas une voix n'ose s'élever ouvertement au nom de l'islam contre le socialisme, tant il est vrai que pour nos larges masses, tout ce qui est antisocialiste est musulman.* » (p. 85)

Dans un tout autre document, BHA s'avance sur le terrain de la réinterprétation des fondements théoriques du matérialisme dialectique, en considérant :

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

> « *L'histoire de notre révolution montre que la qualité de révolutionnaire n'a pas forcément pour critère la croyance ou la non-croyance. On peut être révolutionnaire en étant croyant ou incroyant. C'est la position par rapport à la lutte des classes qui détermine le révolutionnaire.* » (p. 218)

C'est bien à travers un matérialisme mécaniste, teinté de volontarisme de l'auteur, que nous remarquons une dislocation des lois de la dialectique sociale avec celles des visions métaphysiques au sein d'une population bien hétérogènes en termes de classes. Nous le notons aussi à travers sa brochure, intitulée *Qu'est-ce qu'un révolutionnaire en Algérie ?* (*Nouvelle Revue Internationale*, aout 1964, Prague). Certes, BHA n'est pas le représentant de ce marxisme islamisant ou gauche islamique face un Khaled Mohiédine, compagnon du colonel Nasser, à travers son article *Marxisme et Islam,* largement diffusé dans les rangs du PAGS pendant deux décennies. L'officier marxiste égyptien, considère,

> « *Les lois et les conceptions mises au point par le marxisme permettent à l'humanité de progresser à travers le chemin le plus court qui soit en mettant fin à l'exploitation, s'il est du devoir du Musulman d'utiliser ces lois et conceptions… Le Musulman n'est pas pour autant tenu à pousser sa conception jusqu'à adopter tout l'apport de Marx en philosophie.* »

Le marxisme est donc, selon ces révisionnistes du Maghreb et du Machrek, un stock de pièces de rechanges qui permet de faire fonctionner toutes les machines usités de toute époque, non un TOUT énonçant des propositions en forme de thèses menant à des prises de positions concrètes. Pour BHA, le « révolutionnaire algérien » de 1964 est celui qui :

> « *Doit être toujours apprécié en fonction des intérêts de classe, en fonction des couches sociales qu'elles servent* » (p. 84)

Pour le contenu de ces intérêts, il est soit progressiste, soit réactionnaire, suivant la position de classe des individus qui s'en réclament. L'exemple qui nous offre le document de BHA est plutôt frappant :

> « *Entre le cheikh Ibrahimi, savant en théologie, qui prend position contre la révolution socialiste, et l'ouvrier agricole il y a opposition de classe, bien qu'ils soient croyants l'un et l'autre. Cette opposition se retrouve dans leurs conceptions respectives de l'Islam* ».

Pourtant, c'est le même cheikh qui a fait partie, avec Abderrahmane Bouchama du PCA, du Congrès musulman algérien des années 1930 et c'est lui encore qui s'opposa, en 1963, au socialisme nassériste de Ben Bella et que le PCA, dissout par le *zaim* préféra rejoindre le « parti d'avant-garde » du Congrès d'Alger du FLN en 1964.

**Interview avec Bachir Hadj-Ali « leader » communiste algérien.**

***Prolétariat, Islam et problèmes du socialisme en Algérie.***

Numéro 177, du mardi 30/6/1964, p .10.

*Nous avons le plaisir de présenter la seconde interview avec Bachir Hadj-Ali, que notre correspondant à Alger, Loris Galleo, a rencontré récemment dans la capitale algérienne. Bachir Hadj-Ali est aujourd'hui le dirigeant communiste algérien le plus*

*connu. Il a assuré entre autre la direction du mouvement dans la région durant les moments les plus difficiles de la guerre de libération.*

*En tant que représentant le plus en vue de l'intelligentsia algérienne, il apporte une remarquable contribution à l'élaboration de la voie algérienne au socialisme.*

*Il fait partie du groupe des 7 qui dirigent l'Union des Ecrivains. Beaucoup de ses écrits portent sur la littérature et la musique arabe, d'une culture bien profonde, ses travaux ont été publiées dans d'importantes revues européennes et sur l'organe culturel du FLN.*

*Cette interview nous est parvenu, il y a quelques semaines, mais qu'il a été impossible de publier en son temps – pour des raisons indépendante de notre volonté -.*

*Voici le texte de l'interview :*

***L'Unita** : Comment expliquer que la tenue du Congrès du FLN, qui a eu lieu le mois d'avril dernier, est apparu à un tel point imprégné des idées du socialisme scientifique ?*

***BHA** :* Je voudrais, avant toute chose, vous présentez toute une série de raisons, internes et externes à l'Algérie. En premier : la participation des plus larges masses, citoyens, ouvriers, les travailleurs en général, à la guerre, avec le sentiment qu'ils se battaient non seulement pour l'indépendance, mais aussi pour transformer leur situation. Ce caractère populaire des larges masses différencie la révolution algérienne, par rapport au Maroc notamment, la Tunisie et l'Egypte.

D'autre part, la colonisation française, typiquement de population, a enlevée aux masses de la campagne la meilleure terre et les avaient prolétarisé. Les citoyens se sont réfugiés sur les terres les plus ingrates ou ils étaient employés en tant que ouvriers agricoles ou ont émigrés dans la ville, formant des noyaux potentiels de la force du travail, donc du prolétariat, de même des chômeurs. Les Français avaient alors brisé toute

possibilité de développement d'une bourgeoisie commerçante en Algérie. La fonction première de la lutte de libération, sera réalisé en Algérie par le prolétariat, au sens le plus large du terme, y compris et surtout le prolétariat agricole. C'est pourquoi, le premier mouvement nationaliste moderne, L'Etoile Nord-Africaine est née à Paris en 1925 au sein du prolétariat algérien immigré.

Les premières luttes, même sur le sol algérien, depuis 1926, étaient également en rapport avec les échos de la Révolution d'octobre, essentiellement des luttes des ouvrières agricoles et des ouvriers de la ville. Tout cela a favorisé la propagation des idées socialistes. C'étaient les masses qui ont créé et mis l'autogestion, immédiatement après l'indépendance (1962). Les travailleurs ont occupés de leur propre initiative les biens vacants, abandonnés par les Français. Ils les ont gérés ensemble. Ils ont empêchés qu'ils ne tombent entre les mains de la bourgeoisie algérienne et les propriétaires terriens. Ce sont les éléments qui ont contribué au développement dans le sens socialiste. Le mérite de Ben Bella est d'avoir compris la valeur et le sens du mouvement, et de l'avoir légaliser par les décrets de mars 1963.

Le noyau dirigeant de la révolution a compris av**ec** Ben Bella qu'il n'était possible de faire sortir l'Algérie de son sous-développement par les voies du capitalisme ; il a vu, avec lucidité, que dans les conditions internationales actuelles et dans l'état présent de l'Algérie, qu'il est possible de construire le socialisme, même quand l'impérialisme maintien fortement le pays dans sa sphère économique.

***L'Unita*** *: En Algérie on parle souvent de l'expérience cubaine. Pourquoi ?*

***BHA :*** L'exemple d Cuba, qui édifie le socialisme à 180 kilomètres des Etats-Unis, est très important pour les Algériens. Mais l'expérience algé-

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

rienne, va autrement que la cubaine, parce que Cuba a construit le socialisme après avoir éliminé sur son territoire toute l'exploitation économique américaine, alors que l'Algérie avance quand la France en tant qu'acteur économique clés à des intérêts prédominants : pétrole et gaz naturelle, industries minières, relations maritimes, les banques ; et tant que l'on fonctionne encore avec 20 mille Français dont 8 mille dans l'administration ( 4 mille dans l'administration centrale), ils ne sont pas tous motivés pour le socialisme. L'élément essentiel pour l'orientation socialiste de l'Algérie est l'exemple des pays socialistes, leur prestige, qu'ils fournissent au peuple Algérien, il est important non seulement en termes de quantité, mais pour son caractère conséquent et pour sa valeur éducative ; comme en témoignent les récents accords signés à Moscou par le président Ben Bella.

Certes, cet élément est commun à tous les autres pays sous-développés et de récente libération, mais en Algérie, pour les conditions qui ont créé la nécessité d'avancer vers le socialisme, et pour les rapports de forces dans le pays, il a pour fonction d'assurer une influence décisive du prolétariat et de son idéologie, quand la classe ouvrière industrielle n'est pas assez développée.

***L'Unita :*** *Que pensez-vous du programme approuvé par le Congrès du FLN ?*

***BHA :*** Le programme est une sorte d'analyse scientifique de la situation algérienne et garantie la continuité et le plein développement de la marche vers le socialisme. Il présente beaucoup de caractères communs d'une avancée vers le socialisme. Par exemple :

1) Validation et socialisation de tous les grands moyens de productions ;

2) Définit les forces motrices de la révolution algérienne, reconnaissance dans le prolétariat des villes et des campagnes, des couches

de la paysannerie agricole, les intellectuels révolutionnaires. Je pense que le reste de la petite-bourgeoisie, dans son ensemble, peut-être non seulement neutralisée, mais conquis à la cause de l'Algérie socialiste ;

3) Ces forces sociales, motrices de la révolution, se retrouvent et retrouveront simplement plus unis dans le Parti d'avant-garde et dans l'Etat qui les représente. Et l'Etat a la fonction d'administrer tout le pays et de réprimer toutes les forces contre- révolutionnaires qui veulent saboter l'avancée vers le socialisme en Algérie.

***L'Unita :*** *Quels sont les points constituants les caractéristiques originel de la révolution algérienne ?*

***BHA :*** Nous avons au début, mentionné l'autogestion. Il existe déjà une expérience Yougoslave à cet égard. Mais en Yougoslavie, l'autogestion a été utilisée, surtout pour lutter contre le danger de la bureaucratie. En Algérie, comme nous l'avons vu, l'autogestion est apparue comme un mouvement spontané des masses, par l'existence même des biens vacants, qui ont été déserté par les Français.

L'autogestion ne va pas être conçut comme contradiction avec l'Etatisation. Celle-ci présente plusieurs aspects positif dans beaucoup de cas, spécialement quand il s'agit d'agir rapidement. Mais spécialement les entreprises initialement étatisés peuvent être céder successivement au secteur autogérer, de là l'économie étatique et le reste forment un soutien valide.

Nous avons également mentionné la présence massifiée de l'impérialisme dans de nombreux secteurs de la de cette production et du commerce. Le processus du développement socialiste tend naturellement à la libération progressive de l'Algérie hypothèque.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

Une autre particularité de la révolution algérienne et qui montre que dans les autres pays la formation du Parti d'avant-garde a précédé la révolution, en Algérie, le Parti s'est formé au cours de la révolution, initié par les prolétaires des campagnes et des villes.

Le Congrès du mois d'avril du FLN était le Congrès constitutif du Parti, qui est aussi relativement un couronnement d'une longue activité révolutionnaire.

***L'Unita :*** *Et son profil idéel ?*

***BHA :*** Je comprends que cet aspect intéresse en particulier les autres pays. La révolution algérienne présente cette particularité, que le choix d'une voie socialiste a été mis en œuvre sans une acceptation généralisée du mouvement des principes philosophiques du marxisme. Ce fait n'empêche pas l'avancé vers le socialisme, pourquoi se réalise-t-il, et c'est là l'essentiel, les conditions économiques, sociales, politiques du socialisme, à savoir : le changement de la classe au pouvoir et des structures économico-sociales. Ceci ne veut pas dire que nous devons sous-estimer les aspects idéels de la révolution. Nous devons, en tant que marxistes, les analysés concrètement.

***L'Unita :*** *Quel est, justement, l'attitude des marxistes Algériens par rapport à l'Islam ?*

***BHA* :** Les données suivantes doivent être prises en compte :

1) Sous l'occupation Française, l'Islam avait pour fonction d'unir et cimenter la révolution nationale, ensemble avec les idées du socialisme, apparu vers 1920, il a contribué potentiellement à la formation de la conscience nationale ;

2) Aujourd'hui, les masses de vrais croyants voient le socialisme comme un moyen de la mise en œuvre des valeurs morales progressistes de l'islam ; le socialisme, comme la fin de l'exploitation de l'homme, met en œuvre le rêve millénaire des hommes, et donne à ces valeurs la base réelle qui leur a manqué jusqu'ici.

3) L'islam ne forme pas une – Eglise -, avec une hiérarchie cloitrée et liée à des intérêts capitalistes. Pour cette raison, nous pouvons nous adapter à la tendance sociale et politique, avec le mouvement des masses. Il n'y a pas de traditions anticléricales, et non plus laïc dans notre pays où la religion et la vie sociale sont intimement liées.

Les marxistes n'ont jamais réduit leur théorie à un instrument de l'anticléricalisme. Il y a aussi, dans le Coran et dans le hadith (enseignement orale) du Prophète des préceptes qui vont dans le sens de la révolution socialiste ; il suffit de mentionner ce qu'il dit : « La terre est à celui qui la fructifie ».

Al-Gihad par exemple, qui pour les Européens signifie seulement guerre sainte, nous restituons sa signification originaire de travail physique et intellectuel, contre le sous-développement et rendons sa vitalité à la notion dynamique d'Ijtihad (forces créatrices) afin de contraster dans le vécu des pensées du genre taqlid (acquisition, imitation) synonymes de dogmatisme.

Les paroles du prophète Mohammad, qui appelle les hommes au travail de la terre comme si vous devez y vivre éternellement, la confiance dans l'homme et dans ses possibilités sont autant d'armes contre n'importe

qu'elle attitude passive, de résignation. Grâce aussi aux travaux des penseurs rationalistes de l'islam, Averroès, Avicenne, Ibn Khaldun, l'attachement à l'islam de notre peuple facilitera simplement au mieux la tradition au socialisme. En quoi un marxiste pourrait se sentir contrarié si des croyants désirs voire la réalisation du socialisme – voici l'islam dans toute sa splendeur ? - Je pense que ce serait une belle victoire du marxisme, voir les gens ensembles dans la même ferveur entre croyants au socialisme et les valeurs spirituelles, auxquelles nos masses laborieuses se sont sincèrement attaché.

Pour cela que nous disons que la masse algérienne vient au socialisme ave le Coran dans une main et avec la Capital dans l'autre.

Toute autre position apparemment – gauchiste, d'avant-garde – serait, non seulement fausse, mais aussi nuisible, pourquoi se mettre les uns contre les autres, les partisans du socialisme, croyants et non-croyants.

Le succès de notre expérience originale parce qu'il provient de notre propre vécu, contribuera afin d'ouvrir la voie de la construction du socialisme, non seulement, pour notre peuple, mais pour tous les peuples arabes.

On peut vraiment dire, qu'avec le Congrès du FLN, l'Algérie sera le centre de rayonnement révolutionnaire en Afrique, au Maghreb et dans le monde arabe.

***L'Unita :*** *Il y a des Etats qui ont tenté d'utiliser l'islam dans le sens conservateur ?*

***BHA :*** En Jordanie et en Arabie, par exemple, pour sauvegarder les intérêts de classe. Mais en Algérie, où il y a un pouvoir révolutionnaire, un Etat qui sera simplement plus au service des masses laborieuses, l'islam jouera pleinement s fonction progressiste. Pour cela, nous trouvons en fait contradictoire que notre Constitution fasse de l'islam, une religion de

l'Etat et qui dit en même temps, le socialisme est un objectif de la révolution. Ce double sens renforce éventuellement les divergences philosophiques, l'alliance entre le socialisme et les valeurs progressistes de l'islam dans la lutte contre la réaction interne, qui tente d'utiliser l'islam comme une arme de conservatisme sociale.

Et dire que nous pourrions tenir compte des paramètres nationales ne suffit pas. Le contenu idéel socialiste de notre révolution doit être intégrer, et allons élaborer la réalité nationale psychique qui sont ceux des progressistes, pourquoi ne pas le constitué comme un stimulus morale à la marche vers le socialisme.

***L'Unita :*** *C'est ce que tous les Italiens progressistes espèrent, et en premier lieu les lecteurs de l'Unita.*

***BHA* :** Je le sais et pour cela je vous prie de transmettre mes salutations fraternelles aux travailleurs italiens en générale et en particulier aux camarades communistes ; nous connaissons bien l'effort de solidarité qui ont été accompli et se font encore en faveur de l'Algérie, hier durant la lutte libératrice et aujourd'hui dans la bataille pour le socialisme.

### *L'Algérie reste inébranlablement attachée au Front populaire*

Par : Ben Ali Boukort, in *L'Humanité* du 7/5/1937.

Le camarade Pierre Bloch, député SFIO de l'Aisne et vice-président de la commission d'enquête en Algérie, écrivant dans le *Populaire* du 23 avril :

> « *Partout le Front populaire a trouvé la plus vive sympathie et les cris unanimes de : « Vive Blum ! Vive Viollette ! » Ont agréablement retenté à nos oreilles* »

C'est la conclusion qu'à dégagée, le vice-président de cette commission et qui doit être celle de la majorité de la délégation. En effet notre peuple

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

d'Algérie, qui a déjà obtenu quelques réformes au cours de cette dernière période s'est rendu compte que la France du Front populaire décide à la sortir de l'esclavage matériel, social et politique où une caste colonialiste égoïste l'a plongé.

Sa confiance dans le Front populaire est devenue une force inébranlable.

Si telle a été la constatation de la commission d'enquête, il n'en a pas été ainsi pour M. Raoul Aubaud.

M. le sous-secrétaire d'Etat est allé en Algérie. Entre quelques autorités et quelques élus, soucieux les uns et les autres, de justifier leur action personnelle. M. R. Aubaud a visité comme un éclair quelques villes d'Algérie. C'est plutôt une excursion touristique qu'un voyage de documentation. En effet, si M. le ministre du Front populaire a rendu visite au sénateur M. Cuttoli, au féodal et despote du Sahara, le séide Bengana, et à l'anti-Front populaire M. Muselli, il n'a pas daigné prendre contact avec les représentants des groupements du Front populaire.

Ceux qui, durant un an, ont été les défenseurs acharnés de la politique et de son gouvernement, ceux qui ont barré la route aux gangsters de la bande franquiste, à Bellat et à Lambert, ceux qui ont vu les leurs comme Gil Diégo, Zaoui, Manchon, Gonzalès, Belhocine, Benkhelifa donner leur vie pour la défense de la liberté et de la paix, n'ont pu avoir l'honneur d'être entendu par M. le représentant du gouvernement du Front populaire.

Et c'était avec juste raison que M. Michel Rouzo écrivait dans *Oran-Républicain* que M. Raoul Aubaud ne connait que l'Algérie « *à peu près comme Catherine-la-Grande parcourant la Russie méridionale, pouvait deviner la réalité dissimulée derrière les décors dressés par Potemkine* ».

Un voyage fait dans telles conditions ne pouvait pas donner une opinion complète et définitive.

Et l'indignation que les déclarations que M. R. Aubaud ont soulevé parmi notre peuple musulman et tous les républicains honnêtes était d'autant plus juste qu'il s'agissait d'un ministre du Front populaire qui le 14 juillet 1935 signa ce serment que « *toute la France républicaine doit se dresser, partis et groupement, de gauche confondus, contre la menace grandissante du fascisme pour le travail et la paix.* »

Cela M. R. Aubaud l'à oublier. Il a parlé de « poigne », de « renforcement de l'autorité » et d'une « population subtile et impressionnable », etc… il est évident que seuls les ennemis de la liberté, de la paix publique et du progrès social, se réjouissaient d'un langage aussi imprudent.

Il est impossible que le sous-secrétaire d'Etat ait sous-estimé le danger fasciste qui plane sur l'Algérie et sur la France.

Et ce danger vient de ceux qui affament notre peuple, qui s'insurgent contre le projet Blum-Viollette, qui se moquent cyniquement de la volonté du peuple de France et qui, pour s'opposer à tout progrès social en Algérie, font du chantage et organisent impunément la guerre civile.

C'est contre les Lambert, les Bellat, les bandes de gangsters du PPF, du PSF, que les menaces de M. R. Aubaud, auraient dû aller, et non contre nos populations musulmanes et européennes qui ne cherchent qu'à vivre dans la paix et jouir d'une vie meilleure. « *Nous pensons, lisons-nous dans la* Voix populaire d'Alger, *que tous les républicains d'Algérie, qu'avant de songer à réprimer l'agitation de gens qui ont faim, il convient de donner à ceux-ci le pain qu'ils réclament que cela – le pain que nous leur avons promis en 1830, avec la justice et la paix.* »

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

Déjà M. R. Aubaud a constaté que ses déclarations n'ont pu réjouir que les gens du fascisme et du conservatisme social. La presse réactionnaire l'a édifié ! Et il est certain qu'en tant que militant d'un grand parti démocratique il signifiera, comme il l'a déjà fait à la tribune du Sénat, à tous les manœuvres trop habiles qui ont tenté d'exploiter ses déclarations imprudentes, que pour lui, l'ennemi principal demeure *le fascisme.*

Faut-il rappeler l'agitation et toutes les provocations dont s'illustrent les factieux en Algérie ! Faut-il rappeler aussi toute la propagande hitlérienne qui se mène impunément à travers l'Algérie ? M. Raoul Aubaud sait tout cela, et s'il ne l'a pas constaté, puisqu'on le lui caché, nous lui dédions ces paroles de Thomas, député SFIO du Nord, membre de la commission d'enquête qui, indigné par le triste spectacle des croix gammées salissant les murs, les bornes kilométriques, les arbres, les ponts et les pancartes de l'Oranie, interpella le sous-préfet de Mostaganem en ces termes, rapportés par *Oran-Républicain :*

> *« Monsieur le sous-préfet cette route constitue un véritable scandale. On croirait vraiment que vous non le sous-préfet d'un arrondissement français, mais bel et bien le sous-préfet d'un arrondissement allemand. Je déplore et dénonce cette honteuse carence des pouvoirs publics, et je dénonce l'attitude des partis de droite qui se fond ici les valets serviles d'Hitler. »*

C'est contre les hitlériens que doivent aller les paroles d M. R. Aubaud. En effet, l'Algérie du Front populaire et du Congrès musulman attend des mesures de salubrité publique. Elle demande la prison pour les Lambert et Bellat, organisateurs de guerre civile et agents de Franco et d'Hitler. Il faut mettre un terme à toute agitation antifrançaise et de provocations continuelles contre l'œuvre progressive du Front populaire. Il faut leur couper leur base d'agitation malfaisante en secourant notre peuple, en lui donnant des écoles, en réalisant rapidement le programme Blum-

Viollette élargi et en poursuivant une œuvre de justice er de liberté dignes de la France du Front populaire.

L'Algérie, qui reste inébranlablement attachée au Front populaire, mérite cela !

**Un cri d'alarme au peuple de France.**

**Après la session du Comité Exécutif du Congrès Musulman Algérien –**

Par : Amar Ouzegane. In *L'Humanité* du 9/9/1937**.**

Dans sa réunion du 29 aout, le Comité exécutif du Congrès Musulman Algérien a pris des décisions particulièrement graves : démission générale des élus musulmans.

Cette volonté des élus musulmans de rompre toute collaboration avec les maires fascistes, gros colons, exploiteurs et l'administration arabophobe,

ne manquera pas d'attirer l'attention du gouvernement central sur le misérable sort de notre peuple.

Il en est temps.

Le mécontentement est général dans les différentes couches de la population musulmane.

Après la patience et l'inquiétude ; voici maintenant la décision et la colère…

Le peuple d'Algérie qui a accueilli avec un grand espoir l'avènement d'un gouvernement du Front populaire, ne peut attendre plus longtemps la réalisation des promesses faites par le gouvernement Léon Blum.

Surtout quand il voit que les premières mesures prises favorablement sont inopérantes, toutes bafouées impunément

Les lois sociales sont sabotées, les libertés méconnues : la spéculation honteuse, entrainant une scandaleuse vie chère affame nos frères des villes et des campagnes.

La répression continue… mieux, elle se renforce avec une férocité implacable. Des syndicalistes sont arrêtés et condamnés, des oulémas sont poursuivis, les territoires militaires sont transformés en camp de concentration.

Le peuple ne comprend pas que les ennemis du gouvernement soient toujours aussi puissants et règnent encore en maitres incontestables.

Le peuple ne comprend pas que Bensalem, militant du Parti socialiste, soit jeté en prison alors que le ministre de l'intérieur est lui-même membre du parti SFIO.

Le peuple ne comprend pas pourquoi on applique le décret Régnier aux dirigeants du PPA, alors que leurs maitres du PPF, beaucoup plus dangereux ne sont pas inquiétés – pourquoi deux poids et deux mesures ?

En spéculant sur le sentiment naturel de notre peuple qui veut vivre dans une Algérie libre et heureuse, nos « *outanis* » n'étaient que des instruments aveugles entre les mains des gros colons fascistes et des affaires qui se servaient d'eux pour combattre la CGT, le Pari communiste, le Congrès musulman, l'Association des Oulémas, etc.

Cependant, les gangsters et les espions du PPF et du PSF préparent tranquillement la guerre civile pour livrer notre beau pas aux fascistes hitlériens ou mussoliniens.

Les pirates fascistes semblent être les seuls maitres de la Méditerranée. Six bateaux ont été torpillés dans les eaux territoriales françaises …

Enhardis, encouragés par la criminelle « non-intervention » généralisée, les écumeurs de mer viennent de voler un bateau du gouvernement espagnol en escales à Bône…

Les officines de recrutement de mercenaires pour l'armée de France fonctionnent dans les villes d'Algérie avec une impudence inimaginable.

Pis encore, un enlève de force de jeunes Algériens sous prétexte de leur donner du travail. (Affaire du canot automobile Poppy).

Les gros colons, les hauts fonctionnaires fascistes, ennemis du Front populaire et de la République, énervent nos populations déjà déçues pour les préparer moralement à une insurrection fasciste.

La situation dans notre pays est extrêmement grave. C'est pourquoi nous jetons un cri d'alarme du prolétariat et au peuple de France. Le gouvernement du Front populaire peut prendre immédiatement par décrets les

mesures qui donneront satisfaction à notre généreux peuple d'Algérie dont les revendications immédiates, présentées par le Congrès musulman et les élus algériens, sont bien modestes et tiennent en quelques lignes :

1. Application totale et sans restriction de toutes les lois sociales, votées ou à voter.
2. Fixation d'un salaire minimum de 20 francs par jour pour les ouvriers agricoles.
3. Grands travaux et caisse de secours aux chômeurs.
4. aide aux fellahs, aux petits commerçants et aux artisans.
5. Liberté d'enseignement en langue arabe et scolarisation de la jeunesse.
6. Liberté sans restriction de prêche et d'enseignement dans les mosquées.
7. Liberté de pèlerinage à la Mecque.
8. Liberté de voyage et de presse.
9. Abrogation de toutes les lois d'exception (code de l'indigénat, décret Régnier, régime forestier).
10. Extensions de l'organisation civile aux territoires du Sud.
11. Vote du projet Blum-Viollette, élargi comme première étape vers le suffrage unique.

La réalisation de ces quelques revendications montrera enfin au peuple d'Algérie le véritable visage de la France.

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

**Un texte d'orientation historique :**

**Le PCF et la révolution algérienne**

Maurice Thorez et le PCF adoptèrent une position franchement anti-communiste vis à vis de la question de l'indépendance de l'Algérie, faisant ainsi le jeu de l'impérialisme français :

Le PCF déclarait que

> « *Les communistes ont toujours affirmé pour chaque nation le droit de libre disposition, allant jusqu'au droit de se séparer de la métropole si elle le désire. Mais le droit au divorce n'implique pas l'obligation de divorcer : les communistes ne soutiennent la séparation que si elle est progressive* » (*Cahiers du communisme,* septembre 1947, p.869.)

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

Et de justifier sa position de la sorte

> « *Dans le moment présent, et pour les raisons déjà indiquées, «l'indépendance» de l'Algérie constituerait à la fois un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Algérie et dans le monde : les communistes condamnent cette position fausse. Par contre, ils soutiennent non seulement le Parti Communiste Algérien mais aussi les autres mouvements algériens dans tout ce que leur position comporte de progressif, à l'égard notamment de l'Union Française. Nous sommes en effet convaincus que l'Union Française, malgré toutes les imperfections que les députés communistes ont soulignées au cours du vote de la Constitution, donne actuellement aux peuples d'Outre-mer la seule possibilité de marcher sûrement à la conquête de la liberté et de la démocratie. Il appartient à ces peuples et au peuple de France d'en faire, par leur action conjuguée, une Union libre et fraternelle de peuples. C'est donc, comme toujours, par une lutte persévérante et lucide que seront renversés les obstacles à une telle Union, y compris ceux qui ont empêché le vote d'un statut progressiste de l'Algérie.* » (*Cahiers du communisme,* septembre 1947, p.869.)

Belle logique en vérité : si l'Algérie proclamait son indépendance, elle tomberait dans les bras de l'impérialisme américain ! En outre, la conception de « nation modèle française », autrefois dénoncée par Marx ressort ici clairement. Le chauvinisme du PCF s'exprime pleinement et dissimule mal les visées de l'impérialisme français en Algérie (« pudiquement » laissé de côté), malgré les phrases sur « l'union fraternelle des peuples » :

> « *Il y a une nation algérienne qui se constitue historiquement, dans le mélange de 20 races, et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française.* » (Maurice Thorez : le Peuple algérien uni autour de la France, p. 12.)

*« Les communistes ont tout fait pour jeter les bases d'une entente sincère et durable entre les deux peuples : ils feront tout, demain, pour que cette entente indispensable devienne une réalité. En agissant ainsi et pour reprendre une formule de Maurice Thorez au XIe Congrès : «Nous avons la conviction absolue, en présence des difficultés que la réaction colonialiste et vichyste suscite dans les territoires de l'Union Française, de nous comporter en prolétaires honnêtes pour qui l'Internationale n'est pas un vain mot, en bons républicains qui veulent donner vie à la formule de leurs ancêtres : «Liberté, Egalité, Fraternité», et en bons Français soucieux de l'avenir et de la grandeur de leur pays.»* » (*Cahiers du communisme,* septembre 1947, p. 870.)

1937 : IXème Congrès du PCF : « Dans l'intérêt de ces peuples et dans l'intérêt de la France, il faut s'assurer contre le fascisme qui provoque à la rébellion et à la guerre civile dans les colonies, l'union libre, confiante, fraternelle des peuples coloniaux et de la France démocratique. » (Jacques Jurquet, *Mouvements communiste et nationaliste en Algérie — Chronologie commentée 1920 -1962,* page 54.)

1945 : Le PCF est membre du gouvernement pendant le massacre du 8 mai, à Sétif (45 000 morts). « Le 10 mai, une délégation du PCF et du PCA se rendit chez le gouverneur général pour lui désigner du doigt les responsables : le PPA et les Amis du Manifeste. La délégation « s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques » dit le compte rendu de l'audience tel que le publia le quotidien Alger Républicain, le 12 mai 1945. Les délégués avaient réclamé « le

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

châtiment rapide et impitoyable des provocateurs ». Le communiqué concluait : « Ces mesures [proposées par la délégation] appliquées sans délai contribueraient réellement à ramener le calme. » (Alger Républicain 12 mai 1945.). » (Grégoire Madjarian, *La question coloniale et la politique du Parti Communiste Français 1944-1947 — Crise de l'impérialisme colonial et mouvement ouvrier,* 1977, Editions François Maspero, page 106-107.)

1958 : « Si le FLN se propose d'alerter l'opinion, il se trompe. Il dresse l'opinion contre lui. » (Jacques Jurquet, *Ibidem,* page 154.)

C'est ainsi que par ces prises de positions monstrueuses, et chauvines à l'extrême, le PCF avait oublié ces aspects fondamentaux du marxisme-léninisme que sont l'internationalisme prolétarien, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et le soutien des luttes de libération des peuples coloniaux.

> « *En ce qui concerne le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, il existe deux nuances principales parmi les social-chauvins, c'est-à-dire les opportunistes et les kautskistes, qui maquillent et idéalisent la guerre impérialiste, réactionnaire, en lui appliquant la notion de «défense de la patrie». D'une part, nous voyons les serviteurs déclarés de la bourgeoisie, qui défendent les annexions sous prétexte que l'impérialisme et la concentration politique sont progressistes, et qui nient le droit d'autodétermination en le déclarant utopique, illusoire, petit-bourgeois, etc. Ce groupe comprend : Cunow, Parvus et les ultra-opportunistes en Allemagne, une partie des fabiens et des chefs des trade-unions en Angleterre, les opportunistes en Russie : Semkovski, Liebmann, Iourkévitch, etc. D'autre part, nous voyons les kautskistes, auxquels se rattachent*

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

*également Vandervelde, Renaudel et beaucoup de pacifistes d'Angleterre et de France, etc.*

*Ils sont pour l'unité avec les premiers et, en fait, ils les rejoignent pleinement en défendant d'une façon purement verbale et hypocrite le droit d'autodétermination : ils estiment «exagérée»* («zu viel verlangt»: Kautsky dans la *Neue Zeit* du 21 mai 1915*).*

*La revendication du droit de séparation politique; ils n'affirment pas la nécessité d'une tactique révolutionnaire des socialistes des nations oppressives, mais estompent au contraire leurs obligations révolutionnaires, justifient leur opportunisme, les aident à mystifier le peuple, éludent comme par hasard la question des frontières des Etats qui maintiennent de force dans leur sein des nations lésées dans leurs droits, etc.* » (Lénine, *Sur les questions nationale et coloniale,* Edition numérique, p.7-8.).

« *Le mouvement révolutionnaire des pays avancés ne serait en fait qu'un leurre sans l'union complète et la plus étroite des ouvriers en lutte contre le capital d'Europe et d'Amérique, avec les centaines et les centaines de millions d'esclaves «coloniaux» opprimés par ce capital.* » (Lénine, *Le IIème Congrès de l'Internationale communiste*, Œuvres choisies, Tome II, Edition numérique, p.382.)

« *Les Européens oublient souvent que les peuples coloniaux sont aussi des nations, mais tolérer un tel «oubli», c'est tolérer le chauvinisme.* » (Lénine, *Une caricature du Marxisme et à propos de «l'Économie impérialiste»,* Œuvres, tome 23).

Gardons-nous bien de sombrer dans cet « anti-impérialisme sélectif » que pratiquent massivement les social-chauvins et les médias bourgeois. (Les

social-chauvins taisent aujourd'hui « pudiquement » les menées de l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest, à l'exemple des rivalités inter-impérialistes qui se dessinent en Côte d'Ivoire.)

- Extrait du site *Marxisme.fr*.

**Documentation consultée :**

1 - Jacques Jurquet, *La Révolution nationale algérienne et le PCF : 1945-1954*. Tome 4, coédition Le Monde en marche (Marseille)/ Editions du Centenaire (Paris),1973.

2- Patrick Kessel et Giovanni Pirelli, *Le peuple algérien et la guerre : Lettres et témoignages d'Algériens : 1954-1962*. « Cahiers libres », nos. 41/42/43, François Maspero, Paris. 1962.

3 – J. Laszlo Nagy, *Les activités communistes en Algérie sous le régime de Vichy*, Institut Attila de Sieged, Hongrie.

4 – André Ferrat, *La question de la révolution en Algérie et l'idéologie colonialiste*. In, *Cahiers du bolchévisme*, n° 13 1/7/1935.

5 - André Ferrat, *Faisons vivre nos cellules. Petit guide pratique pour les adhérents des J.C.*, Librairie de L'Humanité, paris, 1925.

6 - André Ferrat, *Sur la politique économique coloniale de l'impérialisme français*. In, *Cahiers du bolchévisme*, 15/3/1932.

7 - André Ferrat, *Le PCF et le guesdisme*. In, *Cahiers du bolchévisme*, n° 14, 15/7/1932.

8 – André Ferrat, *Karl Marx et le mouvement ouvrier français après la Commune*. In, *Cahiers du bolchévisme*, 1933.

9 – André Ferrat, *Que signifient les événements de Constantine*. In, *Cahiers du bolchévisme*, du 15/8/1934.

10 – André Ferrat, *Le Front unique anti-impérialiste dans les pays coloniaux*. In, *Cahiers du bolchévisme*, n° 4, 15/2/1935.

11 - André Ferrat, *Grandeur et décadence du Front populaire*. In, *Que faire* (Gauche révolutionnaire), 1939.

**Ecrits d'algériens :**

1 - Sadek Hadjerès, *Culture. Indépendance et révolution en Algérie,* « Temps Actuels », Alger, aout 1980.

2 - Sadek Hadjerès, *Interactions entre théorie et pratique dans le mouvement communiste algérien des cinq dernières années*, 1993. Site web : socialgérie. net.

3 – Kaddour Belkaim, *Le peuple algérien et la France du Front populaire.* Intervention du secrétaire du PCA à l'IXe Congrès du PCF, Arles, 25 au 29/12/1937, pp. 19-27.

4 – Ben Ali Boukort, *Algérie ! La France te parle !,* Préface au discours de Marcel Guitton au Congrès du PCA, octobre 1936, Alger.

5 - Ben Ali Boukort, *Quand le peuple d'Algérie parle*… Edition du PCA, Alger, 1936.

6 - Ben Ali Boukort, *Union des peuples de France et des colonies por le pain, la liberté et la paix*. Discours prononcé au CC du PCF, le 23/7/137, édition du Comité de propagande, Paris, 1937, pp. 9-14.

9 – Omar Lardjane, *Les communistes algériens dans la guerre de libération.* In, Aujourd'hui L'Afrique, n° 43/44, janvier 1992.

10 – Bachir Hadj Ali :

- *Sources, caractéristiques et perspectives de la musique algérienne*, Paris, *La Nouvelle Critique*, 1960.
- *Notre peuple vaincra*, essai, Alger, Édition clandestine du PCA, 1960 ; Genève, Éditions. du Fennec, 1961.
- *Chants pour le 11 décembre* ; poèmes, Alger, Édition clandestine, 1961 ; édition augmentée, tiré à part, Paris, La Nouvelle Critique, 1963 (46 p.).
- *Qu'est-ce qu'un révolutionnaire algérien en 1963 ?*, Paris, Semaine de la pensée marxiste, 1963.
- *Culture nationale et révolution, conférence* (Alger, 30 mars 1963), *La Nouvelle Critique*, no 147, juin 1963 (24 p.).
- Essai sur la critique et l'autocritique, Alger Républicain, Alger, 1964.
- *Qu'est-ce qu'une musique nationale ?,* ¨Paris, *La Nouvelle Critique*, 1964.
- *Quelques leçons du combat libérateur en Algérie*, Paris, Nouvelle Revue Internationale, janvier 1965.

- *Culture et révolution socialiste*, dans "Jeunesse", no 3, Alger, mai 1965.
- *La Révolution socialiste mondiale et les mouvements de libération*, Prague, Éditions Paix et Socialisme, 1965.
- *L'Arbitraire*, récit, suivi de Chants pour les nuits de septembre, poèmes, Paris, PAGS, décembre 1965 ; Paris, Éditions de Minuit, 1966, avec une préface de Hocine Zahouane et une introduction de Mohamed Harbi; Alger, PAGS, 1989, avec une nouvelle préface de Khadda (58 p.); Alger, Éditions Dar El Ijihad, 1991; Alger, Éditions APIC, 2005 (61 p.).
- *Que la joie demeure!,* poèmes, Paris, Éditions P. J. Oswald, 1970 ; réédition : Paris, L'Harmattan, 1980 (102 p.).
- *Le Mal de vivre et la volonté d'être dans la jeune poésie algérienne d'expression française*, essai, dans "Littérature algérienne", Europe, Paris, juillet-août 1976 ; réédition, Alger, 1977 (32 p.).
- *Mémoire-clairière*, poèmes, Paris, Les Éditeurs français réunis, 1978 (96 p.).
- "El Anka et la tradition "chaabi"". In Annuaire de l'Afrique du Nord, XVII, 1978. Extrait. C.N.R.S.
- El Anka et la tradition "Chaâbi", dans "Algérie-Actualité", no 703, Alger, 5-11 avril 1979.
- *Actuelles-Partitions pour demain*, poèmes, couverture et 12 dessins de Mohammed Khadda, Sigean, Éditions de l'Orycte, 1980.
- Cheikh Bouamama, L'insurrection du Sud en 1881 et son contexte, dans "Algérie-Actualité", no 813, Alger, 14-20 mai 1981.

- *Soleils sonores*, poèmes, avec 6 dessins de Khadda, Alger, E.N.A.G., 1985 (88p.) (à compte d'auteur).

11 – Abderrahmane Bouchama :

- *L'arceau qui chante*, SNED, 1966, cité par J .J .Deluz
- *Mouvements pensants* et matière, SNED, Alger, 1968.
- *La grandeur de l'unité,* SNED, Alger, 1976.
- *L'Oasis géante*, Alger, ENAL, 1984.
-

## Table de matières :

1 – Présentation ……6

2 – La science de la Révolution socialiste .....….....9

3 – Socialisme soviétique……13

4 – Autour d'une expérience et absence de bilans……19

5 – Du parti Communiste d'Algérie à l'Algérien……..24

6 – Genèse du Parti »communiste » Algérien……...30

7 – Un parti communiste accouché par césarienne entre 1930 et 1936.....30

8 – André Ferrat (1901-1988) le père fondateur du P « C » A……..34

9 – Le congrès du Parti Communiste d'Algérie……41

10 -Le PCA clandestin d'avant 1945……47

11- Alger, capitale de la France en guerre……62

12- Autour d'Abderrahmane Bouchama……66

13- Islam « marxisant » et idéalisme de Bouchama……..69

14- Autour de Bachir Hadj Ali……74

15- BHA et la question nationale……..78

16-BHA et la question religieuse……..84

17- Interview de BHA à *L'Unita* (1964)……...87

18 – Ecrit de Ben Ali Boukort……..95

19 –Ecrit de Amar Ouzegane……..99

20-Un texte d'orientation historique……..103

21- Documentions consultée……..108

22-Ecrits d'algériens……..109

23- Table des matières……...112

Edition999 présente ce manuscrit gratuitement

*Au pas du pain et des roses* est une biographie politique d'un des composants essentiels du mouvement communiste en Algérie : le PCA-PAGS. Une dénomination que nous devons à son rival, le Parti de la Révolution Socialiste (PRS). Ce n'est qu'une ébauche, voire une tentative de lecture d'un passé « mythifié » et glorifié par ceux qui, ont de tout temps, nourris l'opportunisme, le déviationnisme et le révisionnisme.

Aujourd'hui, l'Algérie est en ébullition sociale, économique et politique. Face au régime de la bourgeoisie compradore et néo-colonialisme, le Parti communiste authentiquement révolutionnaire, manque à l'appel.

Afin de saisir ce phénomène politique, propre aux pays dits « Arabes », il était urgent pour nous d'apporter quelques éléments

de l'Histoire du PCA-PAGS, qui nous permettrons de comprendre la genèse de cette défaillance militante.

***Mohamed-Karim Assouane est enseignant de littérature française moderne et contemporaine. Il est auteur de :***

**Poème pour une passion*, Silex éditions, Paris, 1985 et cinq autres titres aux Edition999*.**

# Avant de partir, connectez-vous à Internet et...

## Notez simplement l'ebook gratuit

Pour noter le livre que vous venez de lire, il vous suffit de passer la souris sur les étoiles, vous arrivez sur la page de l'ebook et vous pouvez cliquer sur le nombre d'étoiles que vous voulez accorder au livre.

## Déposez votre avis

Vous pouvez déposer votre avis en cliquant sur le bouton "Donner mon avis". Vous arrivez sur la page des avis et avec quelques lignes, vous participez en écrivant votre ressenti de l'ebook que vous venez de terminer.

## Les auteurs comptent sur vous